

BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE

RAPPORT ANNUEL / ANNUAL REPORT

2011



Pour l'essor de notre continent.
Developing our continent.

Sommaire

Table of contents

Banques et Filiales du Groupe	1
<i>Group Banks and Subsidiaries</i>	
Les points forts du Groupe	2-3
<i>Group strong points</i>	
Produits et Services disponibles	4
<i>French only</i>	
<hr/>	
Rapport d'Activité Exercice 2011	
<i>Activity Report Fiscal year 2011</i>	
<hr/>	
Le mot de la Directrice Générale	6-7
<i>Comments from the Managing Director</i>	
Faits marquants 2011	8
<i>Highlights</i>	
Chiffres-clés 2011	9
<i>Key figures</i>	
Engagements citoyens de la Banque et de la Fondation BANK OF AFRICA	10-11
<i>French only</i>	
Conseil d'Administration, Capital	12
<i>Board of Directors, Capital</i>	
Rapport du Conseil d'Administration	13-19
<i>Report by the Board of Directors</i>	
Rapports des Commissaires aux Comptes	
• Rapport Général	20-22
• Rapport Spécial	23-26
<i>French only</i>	
Bilan et Compte de Résultat	27-33
<i>Balance sheet and Income statement</i>	
Résolutions	34-39
<i>Resolutions</i>	
Annexes	40-52
<i>French only</i>	
Notes	53



BANK OF AFRICA – NIGER

8 Agences à Niamey.
8 Agences régionales.

8 Branches in Niamey.
8 Regional Branches.

BANK OF AFRICA – MALI

15 Agences à Bamako.
8 Agences régionales et 5 Bureaux de proximité.

15 Branches in Bamako.
8 Regional Branches and 5 Local Branches.

BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL

18 Agences à Dakar.
7 Agences régionales.

18 Branches in Dakar.
7 Regional Branches.

BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

14 Agences à Ouagadougou.
11 Agences régionales.

14 Branches in Ouagadougou.
11 Regional Branches.

BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE

12 Agences à Abidjan.
8 Agences régionales et 1 Bureau de proximité.

12 Branches in Abidjan.
8 Regional Branches and 1 Local Branch.

BANK OF AFRICA – GHANA

14 Agences à Accra.
5 Agences régionales.

14 Branches in Accra.
5 Regional Branches.

BANK OF AFRICA – BÉNIN

23 Agences à Cotonou.
19 Agences régionales.

23 Branches in Cotonou.
19 Regional Branches.

BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN

1 Agence à Cotonou.

1 Branch in Cotonou.

Banques et Filiales du Groupe

Group Banks and Subsidiaries



BOA-FRANCE

4 Agences à Paris.
1 Agence à Marseille.

4 Branches in Paris.
1 Branch in Marseille.

BUREAU DE REPRÉSENTATION DU GROUPE BOA BOA GROUP REPRESENTATIVE OFFICE

Siège à Paris, France.
Head Office in Paris, France.

BANK OF AFRICA – MER ROUGE

3 Agences à Djibouti.
3 Branches in Djibouti.

BANK OF AFRICA – KENYA

10 Agences à Nairobi.
12 Agences régionales.
10 Branches in Nairobi.
12 Regional Branches.

BANK OF AFRICA – UGANDA

18 Agences à Kampala.
12 Agences régionales.
18 Branches in Kampala.
12 Regional Branches.

BANK OF AFRICA – TANZANIA

10 Agences à Dar es Salaam.
6 Agences régionales.
10 Branches in Dar es Salaam.
6 Regional Branches.

BANK OF AFRICA – MADAGASCAR

20 Agences à Antananarivo.
47 Agences régionales.
20 Branches in Antananarivo.
47 Regional Branches.

BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA

(BCB) Intégrée au Réseau BOA en 2008.
7 Agences et 3 Guichets à Bujumbura.
11 Agences et 2 Guichets en province.
(BCB) Integrated into BOA network in 2008.
7 Branches and 3 Counters in Bujumbura.
11 Branches and 2 Counters in Provinces.

BANK OF AFRICA – RDC

7 Agences à Kinshasa.
1 Agence régionale.
7 Branches in Kinshasa.
1 Regional Branch.

FONDATION BANK OF AFRICA BANK OF AFRICA FOUNDATION

Siège à Bamako.
Présente dans 11 pays du Groupe.
Head Office in Bamako.
Presence in 11 countries where the Group operates.

ÉQUIPBAIL – MADAGASCAR

AGORA

BOA-ASSET MANAGEMENT

Siège à Abidjan.
Head Office in Abidjan.

ACTIBOURSE

Siège à Cotonou.
1 contact dans chaque BOA.
1 bureau de liaison à Abidjan.
Head Office in Cotonou.
1 contact in each BOA company.
1 Liaison Office in Abidjan.

AÏSSA

ATTICA

Points forts du Groupe BANK OF AFRICA

BANK OF AFRICA Group strong points

- ▶ **La qualité du service offert à la clientèle**
Quality of customer service
- ▶ **Le dynamisme et la disponibilité des équipes**
Dynamic, accessible staff
- ▶ **La solidité financière**
Financial solidity
- ▶ **La cohésion du réseau**
Cohesive network
- ▶ **La diversité des financements proposés**
Wide range of financing solutions
- ▶ **L'expertise en ingénierie financière**
Expertise in financial engineering
- ▶ **La puissance des partenaires**
Strong partners



**CA GROUPE
2011**

Group turnover

± 385 M€



1 200 000 comptes bancaires - 1,200,000 bank accounts

Un réseau puissant

Plus de 4 500 personnes à votre service.

Environ 340 sites d'exploitation et de production dédiés, sur 15 pays.

Un parc de Guichets Automatiques Bancaires et de Terminaux de Paiement Électronique, d'environ 450 unités au 30 juin 2012, en expansion continue.

Près d'un million deux cent mille comptes bancaires.

Une offre étendue et diversifiée

Une gamme complète de produits bancaires et financiers.

Une offre attractive en matière de bancassurance.

Des solutions adaptées à tous les problèmes de financement.

Une ingénierie financière performante.

Un partenaire banquier de référence, BMCE BANK, appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.

Des partenaires stratégiques, dont :

PROPARCO,

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI - GROUPE BANQUE MONDIALE),

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD),

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO),

SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (BIO),

et le fonds d'investissement AUREOS.

Une expérience africaine unique

Un développement continu depuis 30 ans.

A strong network

More than 4,500 people at your service.

About 340 dedicated operating and service support offices in 15 countries.

A continuously expanding base of Automated Teller Machines and Electronic Payment Terminals, numbering around 450 at 30 June 2012.

Close to one million two hundred thousand bank accounts.

A wide and varied offer

Full range of banking and financial services.

An attractive range of bank insurance products.

Tailored solutions for all financing issues.

Successful financial engineering.

A leading banking partner, BMCE BANK, which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

Strategic partners, including:

PROPARCO,

INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC - WORLD BANK GROUP),

WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD),

NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO),

BELGIUM INVESTMENT COMPANY FOR DEVELOPING COUNTRIES (BIO),

and investment fund AUREOS.

Unique experience in Africa

Continuous development for 30 years.

Produits & services disponibles

RÉSEAU BOA FRANCOPHONE

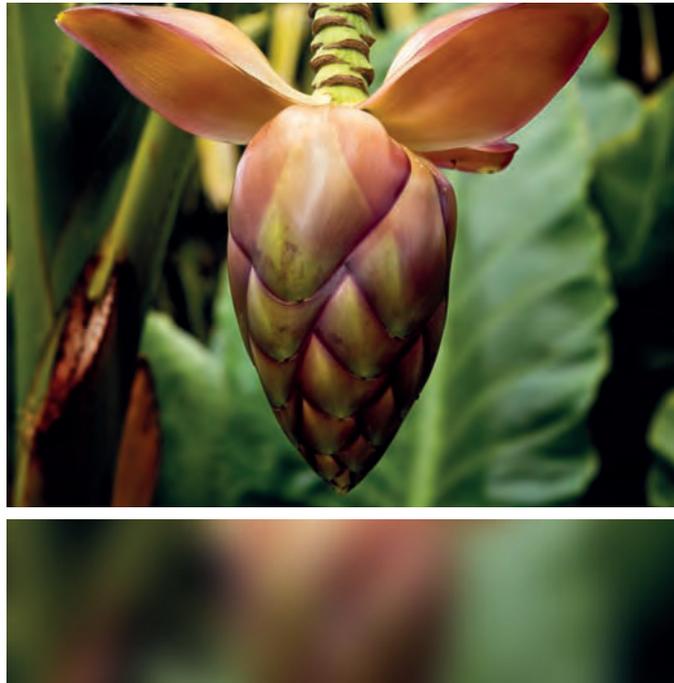
BOA-CÔTE D'IVOIRE

Assurances	Assurance Études	
	Assurance Prévoyance	
	Assurance Retraite	
Comptes	Compte Chèque	
	Compte Devises	
	Compte Elite	
	Compte Jeunes	
Épargne	Bons de Caisse	
	Bons du Trésor par Adjudication	
	Compte Épargne	
	Compte Épargne Elite	
	Dépôt à Terme	
	Plan Épargne Ambition	
	Plan Épargne Éducation	
	Plan Épargne Logement	
Plan Épargne Pèlerinage		
M-Paiement	Airtel Money	
	Orange Money	
Monétique	Carte SÉSAME	
	Carte SÉSAME +	
	Carte SÉSAME ÉPARGNE	
	Carte VISA LIBRA	
	Carte VISA PROXIMA	
	Carte VISA Prépayée TUCANA	
	Cash Advance MASTERCARD	
Multimédia	B-Phone - B-SMS	
	B-Web	
Packages	Pack FONXIONARIA	
	Pack MON BUSINESS	
	Pack SALARIA	
Prêts	Avance (sur salaire)	
	Avance Tabaski	
	Découvert Autorisé	
	Microfinance	
	Prêt Assurances	
	Prêt Collectif	
	Prêt Consommation	
	Prêt Équipement	
	Prêt Étudiant 2iE	
	Prêt Événements Familiaux	
	Prêt Habitation	
	Prêt Immobilier « Prêt Ma Maison »	
	Prêt Informatique	
	Prêt Personnel	
	Prêt Première Installation	
	Prêt Rechargeable	
Prêt Scolarité « Prêt Tous à l'école »		
Prêt Véhicule		
Transferts & change	Change Manuel	
	Chèques de Voyage	
	T-Cash	
	Transfert Flash	
	Western Union	

Entreprises : large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, PME/PMI, associations, institutions et des professions libérales.



RAPPORT D'ACTIVITÉ
2011
Activity Report



Le mot de la Directrice Générale

Comments from the Managing Director



Les banques ivoiriennes ont subi de plein fouet les affres de la crise post-électorale. Certaines ont été pillées, perdant des fonds et du matériel, quand d'autres, en raison de la nationalisation intervenue en février 2011, ont connu de très grands dysfonctionnements en leur sein. Plus grave, beaucoup d'établissements ont été obligés de fermer leurs portes suite aux injonctions de la BCEAO, qui n'était plus prête à garantir leurs opérations.

À l'instar de la BOA-CÔTE D'IVOIRE, toutes les banques ont payé les conséquences de la crise post-électorale, affichant des résultats en baisse par rapport à l'année 2010, mais à des degrés divers selon leur trésorerie, leur chiffre d'affaire et leur notoriété sur le marché bancaire ivoirien.

Néanmoins, le retour à la normalité a permis d'entrevoir l'avenir sous de bons auspices. En effet, en dépit des effets néfastes de la crise, les banques ivoiriennes ont mobilisé 3 694 milliards de F CFA au titre de l'année 2011 contre 3 136 milliards de F CFA en 2010 et 2 395 milliards de F CFA en 2008, soit une envolée de 54 %*.

Pour sa part, la BOA-CÔTE D'IVOIRE a pu dépasser le seuil symbolique des 160 milliards de F CFA en dépôt de la clientèle au 31 décembre 2011, soit une progression de 12,51 % par rapport à 2010. Après sa fermeture le 18 février 2011, la BOA-CÔTE D'IVOIRE a repris ses activités fin avril 2011 en repartant à la conquête de sa clientèle et affichait au 31 décembre 2011 plus de 49 000 comptes, soit un apport d'environ 12 000 comptes par rapport à 2010. Dans l'optique de se rapprocher de sa clientèle, la Banque a ouvert un Bureau dans le quartier de Bardot à San-Pedro, directement lié

Ivorian banks were hit hard by fallout from the post-electoral crisis. Some were ransacked and robbed of funds and equipment, while others experienced serious internal malfunctions following the February 2011 nationalisation. More seriously, many establishments were forced to close after the BCEAO said it was no longer willing to guarantee their transactions.

Like BOA-CÔTE D'IVOIRE, all banks suffered the consequences of the post-electoral crisis, reporting declines in results compared to 2010 but to various degrees depending on their cash levels, their revenues, and how well they are known on the Ivorian banking market.

Nevertheless, the return to normal has improved the outlook for the future. For, despite the harmful impact of the crisis, Ivorian banks totalled CFAF 3,694 billion in customer liabilities in 2011 vs. CFAF 3,136 billion in 2010 and CFAF 2,395 billion in 2008, hence a 54% surge.*

BOA-CÔTE D'IVOIRE was able to exceed the symbolic threshold of CFAF 160 billion in customer deposits as of 31 December 2011, up 12.51% from 2010. After closing on 18 February 2011, BOA-CÔTE D'IVOIRE resumed business in late April 2011, setting out to win back its customers. It had more than 49,000 accounts at 31 December 2011, an increase of about 12,000 accounts compared to 2010. With a view of moving closer to its customers, the Bank opened a branch in the Bardot neighbourhood of San Pedro, under the direct

à l'Agence Principale de San-Pedro. La Banque a également rouvert l'Agence de Marcory, en août 2011, agence fermée depuis le deuxième trimestre 2009 pour y mener d'importants travaux de réhabilitation.

La BOA-CÔTE D'IVOIRE a décidé de s'impliquer dans la relance économique en Côte d'Ivoire et a engagé le 6 décembre 2012 un prêt de plus de 16 milliards de F CFA sous forme d'appui budgétaire, qui devrait permettre au Gouvernement de poursuivre l'apurement de ses arriérés antérieurs et contribuer à la relance économique après la crise postélectorale. Cet apport bénéficie en outre d'une garantie de l'Agence Française de Développement (AFD).

En termes de résultats, le Produit Net Bancaire (PNB) recule de - 3,62 % pour s'établir à 10 013,7 millions de F CFA en 2011, malgré une hausse significative de la Marge bancaire nette de 4,36 %, à 6 467,3 millions de F CFA. Il en ressort un résultat brut d'exploitation de 2 762,7 millions de F CFA, en recul de 2,03 % par rapport à l'exercice précédent.

En effet, la dégradation de la qualité des risques, amplifiée par la crise subie par le pays, a contraint la Banque à des efforts de provisionnement de 3 222,9 millions de F CFA, ce qui a fortement impacté le résultat net après impôt, qui est déficitaire de 486,7 millions de F CFA en 2011.

Pour l'exercice 2012, la normalisation de la situation sociopolitique laisse entrevoir de bonnes performances pour la Banque sur le plan financier et commercial. Nos objectifs s'orientent notamment vers l'amélioration des performances du recouvrement et du suivi des risques, la poursuite de la réorientation stratégique de la politique d'offre de crédit en direction des particuliers et des PME, et l'affirmation de notre nouveau statut de banque grand public par la poursuite de notre politique d'extension de notre réseau.

Lala MOULAYE

Directrice Générale

* Source APBEF-CI

responsibility of the main San Pedro Branch. In August 2011, the Bank also reopened the Marcory Branch, which had been closed for major renovation since the second quarter of 2009.

BOA-CÔTE D'IVOIRE intends to contribute to the economy recovery of Côte d'Ivoire and on 6 December 2012 granted a loan of more than CFAF 16 billion in the form of budget support, which should allow the Government to continue paying off its arrears and to contribute to the economic recovery after the post-electoral crisis. This loan is guaranteed by the French Development Agency (AFD).

Net Banking Income (NBI) fell by 3.62% to CFAF 10,013.7 million in 2011, despite a significant, 4.36% increase in net banking margin, to CFAF 6,467.3 million. As a result, gross operating income came to CFAF 2,762.7 million, down 2.03% from the previous year.

This is due to the lower quality of the risk profile, exacerbated by the country's ongoing crisis, forcing the Bank to provision CFAF 3,222.9 million. This had a heavy impact on after-tax net income, which came to a CFAF 486.7 million loss in 2011.

For the 2012 financial year, the return to normal in the socio-political situation suggests that the Bank's financial and commercial performances will be solid. Our objectives include enhanced collection and risk monitoring, a continued strategic shift in the offer of credit to individuals and SMEs, and the consolidation of our new status as a retail bank by continuing to expand our network.

Lala MOULAYE

Managing Director

* source: APBEF-CI

Faits marquants 2011

Highlights



Rencontres BOA 2011 pour les Administrateurs du Groupe, à Marrakech.

2011 BOA Meetings for Group Directors, in Marrakech.

Rencontres BOA 2011 pour les Cadres du Groupe, à Dakar.

2011 BOA Meetings for senior officers of the Group in Dakar.



JANVIER

Fermeture des Agences nationales de la Banque Centrale de États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en Côte d'Ivoire le 25 janvier 2011, conséquence de la crise post-électorale déclenchée en décembre 2010.

FÉVRIER

Fermeture des banques commerciales privées, dont la BOA-CÔTE D'IVOIRE le 18 février 2011.

AVRIL

Réouverture de la BOA-CÔTE D'IVOIRE à la clientèle, le 26 avril 2011.

MAI

Participation aux Rencontres BOA 2011 pour les Cadres du Groupe, à Dakar, au Sénégal.

JUIN

Augmentation du capital social de la Banque, passant de 6 milliards de F CFA à 7,2 milliards de F CFA.

OCTOBRE

Ouverture du premier Bureau de la BOA-CÔTE D'IVOIRE dans la ville de San-Pedro, à 350 km au Sud-Ouest d'Abidjan.

Participation aux Rencontres BOA 2011 pour les Administrateurs du Groupe, à Marrakech, au Maroc, avec une centaine de clients BOA.

DÉCEMBRE

Signature d'une convention de prêt entre l'État de Côte d'Ivoire, la BOA-CÔTE D'IVOIRE et la BANQUE INTERNATIONALE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE CÔTE D'IVOIRE (BICICI) pour un montant total de 32,8 milliards de F CFA, avec la garantie totale et à première demande de l'Agence Française de Développement (AFD).

Participation aux Journées Économiques et Commerciales Maroc-ivoiriennes, avec la BMCE Bank.

Franchissement du seuil des 160 milliards de F CFA des ressources de la clientèle.

JANUARY

Closure in Côte d'Ivoire of national branches of the Central Bank of West African States (BCEAO) on 25 January 2011, as a result of the post-electoral crisis that started in December 2010.

FEBRUARY

Closure of private commercial banks including BOA-CÔTE D'IVOIRE, on 18 February 2011.

APRIL

Reopening of BOA-CÔTE D'IVOIRE to customers on 26 April 2011.

MAY

Participation in the 2011 BOA Meetings for senior officers of the Group in Dakar, Senegal.

JUNE

Bank's capital resources raised from CFAF 6 billion to CFAF 7.2 billion.

OCTOBER

Opening of the first BOA-CÔTE D'IVOIRE local branch in the town of San-Pedro, 350 km south west of Abidjan.

Participation in the 2011 BOA Meetings for Group Directors, in Marrakech, Morocco, which was also attended by one hundred BOA customers.

DECEMBER

Signing of a loan agreement between the Ivorian State, BOA-CÔTE D'IVOIRE and BANQUE INTERNATIONALE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE CÔTE D'IVOIRE (BICICI) for a total of CFAF 32.8 billion, with full guarantees payable on first request from the French Development Agency (AFD).

Participation in the Morocco-Ivorian Economic and Commercial Meetings, with BMCE Bank.

CFAF 160 billion threshold crossed in customer deposits.

Chiffres clés 2011

Key figures

Total Bilan / Total Assets

213 900

millions de F CFA / CFAF million

ACTIVITÉ	au 31/12/2011	ACTIVITY	on 31/12/2011
Dépôts clientèle*	160 218	Deposits*	160,218
Créances clientèle*	115 674	Loans*	115,674
RÉSULTAT			
RÉSULTAT	au 31/12/2011	INCOME	on 31/12/2011
Produit Net Bancaire*	10 014	Operating income*	10,014
Charges de fonctionnement*	6 422	Operating expenses*	6,422
Résultat Brut d'Exploitation*	2 763	Gross operating profit*	2,763
Résultat Net*	- 487	Net income*	- 487
Coefficient d'Exploitation (%)	72,41	Operating ratio (%)	72.41
STRUCTURE			
STRUCTURE	au 31/12/2011	STRUCTURE	on 31/12/2011
Total Bilan*	213 900	Total Assets*	213,900
Fonds Propres après répartition*	16 022	Shareholders' equity after distribution*	16,022
Fonds Propres/Total Bilan (%)	7,49	Shareholders' equity/Total assets (%)	7.49
Effectif moyen pendant l'exercice	217	Average number of employees	217

(*) En millions de F CFA

(*) In CFAF millions

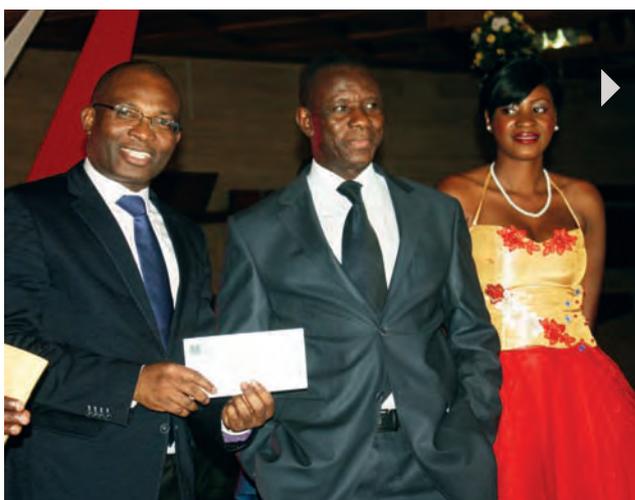
Engagements citoyens de la Banque

La BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) a orienté en 2011 ses actions citoyennes principalement dans les domaines économique et social.

Celles-ci demeurent néanmoins limitées, en raison de la crise qui a secoué le pays en début d'année.

SOCIAL

Participation et contribution à la 3^{ème} édition du Marathon International BOA de Bamako, par le financement du déplacement et du séjour de la délégation ivoirienne.



Participation financière à la Journée Mondiale du Cœur, campagne de sensibilisation aux maladies cardio-vasculaires, organisée par la Fondation de l'Institut de Cardiologie d'Abidjan (FICA).

Cérémonie de remise de don à la FICA,
le 11 novembre 2011.
M. CISSE, DGA de la BOA-CÔTE D'IVOIRE
et M. GOUNONGBE, Président de la FICA.



Marathon BOA 2011

- 1 - Le départ de la course seniors hommes.
- 2 - La course dans les rues de Bamako.



Actions de la Fondation BANK OF AFRICA

En raison des graves événements survenus dans ce pays en 2011, la Fondation BOA n'a pu réaliser les activités prévues dans le pays.

ÉCONOMIQUE

Contribution de la BOA-CÔTE D'IVOIRE afin de soutenir l'État de Côte d'Ivoire pour la reprise des activités économiques du pays, tant dans le secteur privé que public.

Ce soutien s'est concrètement manifesté par la signature d'une convention entre l'État de Côte d'Ivoire, la BOA-CÔTE D'IVOIRE et la BICICI, avec la garantie totale et à première demande de l'Agence Française de Développement (AFD), pour un financement majeur de plus de 30 milliards de F CFA, le 6 décembre 2011.



**Signature de la convention de prêt
entre l'État de Côte d'Ivoire,
la BOA-CÔTE D'IVOIRE
et la BICICI,
le 6 décembre 2011 à Abidjan.**

Photo 1

Au centre, M. Charles KOFFI DIBY,
Ministre de l'Économie et des Finances,
à droite, M. Fabien RIGUET, DG de la BICICI,
à gauche, Mme Lala MOULAYE,
DG de la BOA-CÔTE D'IVOIRE.

Photo 2

À droite du Ministre, l'Ambassadeur de France
en Côte d'Ivoire, M. Jean-Marc SIMON.



Conseil d'Administration

Board of Directors

Au 7 mars 2012, le Conseil d'Administration, de 10 membres, est composé comme suit :

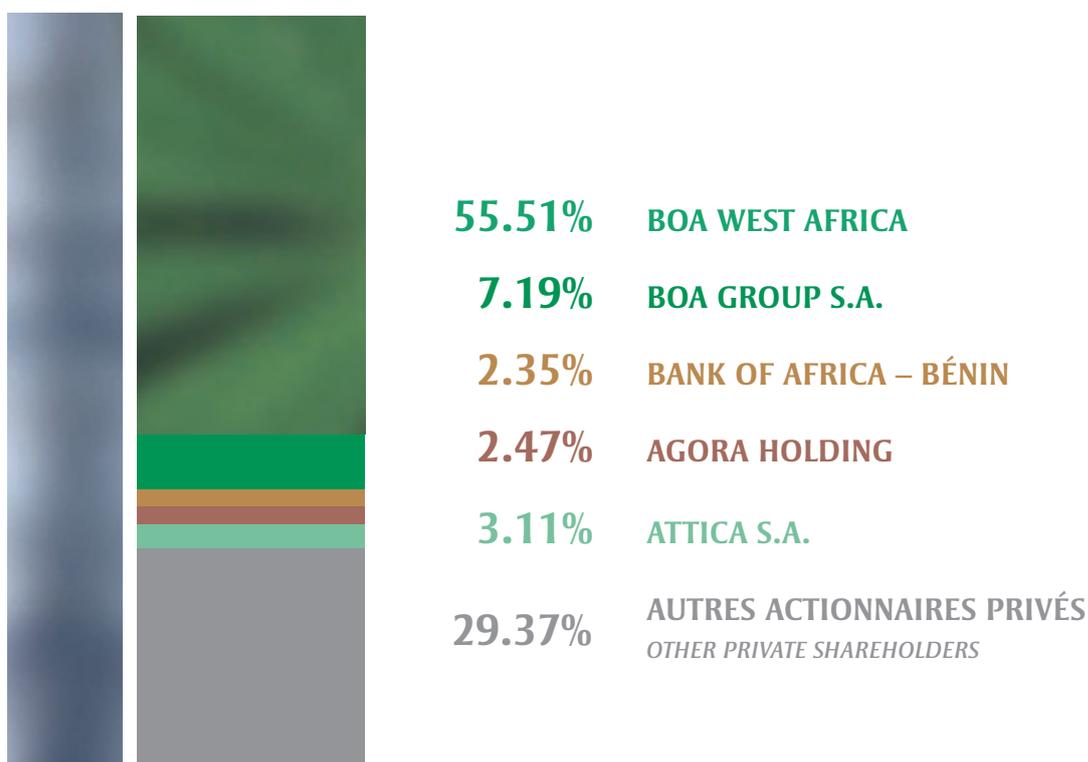
At 7th March 2012, the Board of Directors comprised the following 10 members:

Paul DERREUMAUX, Président / <i>Chairman</i>	Noël Yawo EKLO
Benoît MAFFON	Tiémoko KOFFI
Francis SUEUR	Mamadou KA
Ousmane DAOU	Mamoun BELGHITI
Léon NAKA	Mohamed BENNANI

Capital

Au 7 mars 2012, la répartition du capital s'établit comme suit :

At 7th March 2012, the Bank's capital was held as follows:



Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 avril 2012

Report by the Board of Directors

to the Annual General Meeting held on 16 April 2012



Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors

Le cadre économique & financier de l'exercice 2011

L'environnement international est marqué par un ralentissement de l'activité économique mondiale en 2011, en raison de la crise de la dette souveraine en Europe et la baisse de l'activité des pays industrialisés et émergents. L'économie nipponne est lourdement affectée par les effets du tremblement de terre et du tsunami qui se sont produits en 2011. Les marchés financiers et de change, affectés par la crise de la dette, affichent des taux d'endettement élevés et une dépréciation de l'euro de 3,2 % par rapport au dollar des États-Unis d'Amérique à fin décembre 2011.

Dans l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), la croissance se situerait à 1,2 % en 2011, suite à une reprise de l'activité dans le secteur non agricole, liée au raffermissement des performances dans les secteurs industriel et tertiaire.

En Côte d'Ivoire, l'activité économique en 2011 porte encore l'empreinte des effets négatifs de la crise post-électorale. Elle est caractérisée par une forte régression de janvier à avril 2011. Depuis mai 2011, elle enregistre un redressement dans la plupart des secteurs productifs, grâce aux mesures de soutien du Gouvernement en faveur du secteur privé. Ainsi, la récession devrait être moins importante que prévue avec un taux de croissance de - 5,1 % contre - 6,3 % initialement attendu.

**Taux de croissance
- 5,1 %**

Cette nette amélioration est liée au redressement du **secteur primaire** qui a crû de 4,2 %, sous l'impulsion, d'une part, de l'agriculture vivrière qui a bénéficié de bonnes conditions climatiques et, d'autre part, de l'agriculture d'exportation qui a progressé de 12,2 %, avec notamment les ventes de la production cumulée du cacao, du caoutchouc et de l'huile de palme.

De plus, le secteur minier a affiché une embellie de 4,7 % à fin 2011 contre une prévision de - 7,7 %, en raison de la mise en exploitation de la mine de Tongon.

En revanche, **le secteur secondaire** a affiché une décroissance de - 7,5 %, du fait de la régression des branches des Bâtiments et Travaux Publics (- 11,8 %), de l'agroalimentaire (- 8,8 %) et du pétrole (- 18,9 %).

De même, **le secteur tertiaire** qui représente 50 % du Produit Intérieur Brut (PIB) a été également perturbé par la crise. Il connaît un repli de 13,1 % par rapport à 2010, avec notamment la contraction des branches du transport et du commerce, respectivement à hauteur de 18,9 % et 8,1 %.

Le stand BMCE-BOA-CÔTE D'IVOIRE lors des Journées Commerciales Maroc-Ivoiriennes, mi décembre 2011.

The BMCE-BOA-CÔTE D'IVOIRE stand on Commercial Moroccan-Ivorian Days, at mid December 2011.



L'équipe de football
BOA-CI FC.

The BOA-CI FC
football team.



L'inflation est passée de 1,8 % en 2010 à près de 5 % en 2011, au dessus du seuil communautaire de 3 %. Cette évolution est imputable aux prix des denrées alimentaires qui ont augmenté de 10,4 %. L'État a pris des mesures vigoureuses, notamment le maintien du prix du carburant à la pompe ainsi qu'une lutte active contre le racket.

Au niveau des finances publiques, la gestion paraît globalement satisfaisante en 2011. En effet, les recettes propres ont dégagé une plus-value de l'ordre de 315,9 milliards de F CFA, grâce aux bonnes performances des administrations fiscales et douanières et à la mobilisation des ressources sur le marché monétaire et financier.

Sur le plan de la demande, les investissements en 2011 sont en baisse de - 13,5 %, en raison du retard dans l'exécution de certains projets. De même, en raison d'une forte inflation, la consommation finale est en recul de - 4 %, se traduisant par une baisse de 3 % de la consommation des ménages et une chute de 8,2 % de la consommation publique.

La situation monétaire, en 2011, est marquée principalement par une progression des avoirs extérieurs nets de 33 % à 1 838 milliards de F CFA et un accroissement de 10 % de la masse monétaire en rapport avec une hausse de 446 milliards de F CFA des dépôts des banques.

Malgré une légère amélioration du crédit intérieur de 20 milliards de F CFA en 2011, avec notamment une hausse de 25 %, soit 125,6 milliards de F CFA, on observe une stagnation des crédits à l'économie.

Concernant le marché monétaire et financier, le Ministère de l'Économie et des Finances a obtenu un accord avec les banques commerciales de l'UEMOA sur les titres d'État en souffrance, notamment les arriérés sur les bons du trésor suite à la crise post-électorale. Ces titres faisaient l'objet de roll-over systématique par la BCEAO depuis décembre 2010, permettant ainsi de ne pas dégrader la qualité du portefeuille des banques. Les montants concernés s'élèvent à 629,5 milliards de F CFA. Il a été retenu la conversion du capital en obligations à terme (OAT) sur des maturités de 2 à 5 ans à des taux d'intérêts compris entre 4,75 % et 5,25 %. Ces titres seront admis en réserves obligatoires et en refinancement par la BCEAO.

Pour l'année 2012, les perspectives sont prometteuses, au regard de la normalisation progressive de l'environnement sécuritaire et politique. La poursuite de l'assainissement des finances publiques et des réformes structurelles dans les secteurs de l'énergie, du café cacao et financier, et l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPT (Pays pauvres très endettés) devraient permettre à l'économie ivoirienne d'atteindre une croissance de 8,5 %.

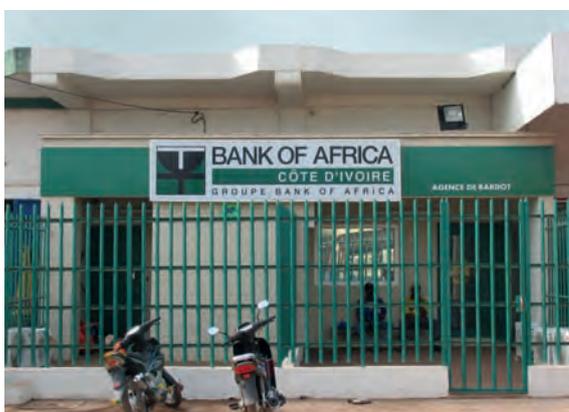
Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2011

L'activité de la BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) s'est déroulée dans un contexte socio-politique défavorable, du fait de la crise post-électorale qui a duré de décembre 2010 à avril 2011 et entraîné, notamment, la suspension de l'activité du système bancaire ivoirien sur une période de 3 mois et la destruction de l'outil de production de plusieurs entreprises. Malgré cette crise sans précédent, la Banque a su profiter de certaines opportunités ; ce qui lui a permis de fidéliser sa clientèle, d'accroître la taille de son bilan de 1,3 %, soit 213,9 milliards de F CFA en 2011 et d'atténuer les effets induits de cette crise sur la rentabilité de son activité.

**Total Bilan
+ 1,3 %**

Le Bureau de
Bardot - San Pedro.

The Bardot - San Pedro
Local Branch.



Les dépôts de la clientèle n'ont pas cessé de progresser. Ils passent de 142,4 milliards de F CFA en 2010 à 160,2 milliards de F CFA en 2011, soit un accroissement de 12,5 %. Le total des comptes est également en progression, passant de 37 451 en 2010 à 49 279 comptes dont 66 % pour les comptes d'épargne. Ces réalisations ont été possibles, grâce aux actions commerciales menées par la Banque, depuis quelques années, sur le marché des particuliers notamment.

Les comptes à vue totalisent 77,1 milliards de F CFA de dépôts en 2011, en accroissement de 14 % par rapport à l'exercice précédent. Les dépôts en comptes courants Entreprises constituent l'essentiel de ces dépôts, avec une part de 82 %. Leur progression est impulsée par la campagne « Ressources » de 2011.

Les comptes Épargne sont au nombre de 32 686 en 2011, en augmentation de 34,3 % par rapport à 2010. Ils mobilisent au total 13,6 milliards de F CFA en 2011 contre 12 milliards de F CFA l'année précédente. Ces performances, à l'instar des dépôts à vue particuliers, résultent de la souplesse des conditions d'ouverture de compte et de rémunération. Cela traduit bien la volonté de la Banque de s'ouvrir au grand public.

Les comptes à terme enregistrent 49,1 milliards de F CFA de dépôts stables en 2011, en hausse de 3,4 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est assez modérée, puisque la tendance de la BOA-CÔTE D'IVOIRE est à la collecte de dépôts à vue qui ne sont pas rémunérés contrairement aux dépôts à terme.

Concernant l'activité de crédit, elle connaît, du fait de la crise post-électorale, un retard dans la mise en place de concours, une sous-utilisation de certaines lignes de crédit, le resserrement des conditions d'octroi de crédits et, au final, une baisse générale du volume de crédits distribués. Ainsi, le total des engagements au 31 décembre 2011 recule de 12,4 % par rapport au 31 décembre 2010 pour s'établir à 135,6 milliards de F CFA, représentant un taux de réalisation du budget de - 28,2 %.

L'équipe du Bureau
de Bardot.

The Bardot
Local Branch team.



Les engagements en trésorerie constituent une part importante du total des engagements, à hauteur de 85 % au 31 décembre 2011. Ils se chiffrent à 110,4 milliards de F CFA, en baisse de 4,1 % par rapport à fin 2010, suite essentiellement à un recul de 45,5 %, soit - 15,9 milliards de F CFA, des Avances et crédits à court terme.

Les engagements par signature s'élevaient à 20,1 milliards de F CFA au 31 décembre 2011 pour un objectif de 28 milliards de F CFA, ce qui correspond à un déficit de 27,9 % par rapport au budget.

Produits d'exploitation - 5,1 %

Au niveau des produits d'exploitation, une baisse de 5,1 % est enregistrée, passant de 17,4 milliards de F CFA en 2010 à 16,5 milliards de F CFA en 2011. En effet, les produits générés par les crédits directs accordés à la clientèle et les produits de commissions ont diminué sur la même période, respectivement de 5,3 % et 15,8 %.

Les charges d'exploitation totalisent globalement 13,8 milliards de F CFA, en baisse de 5,7 % par rapport à 2010. Cela est essentiellement dû au repli de 6,3 % du coût des ressources et de la réduction de 11,6 % des frais généraux d'exploitation.

Le coût des ressources hors pertes de change s'élève à 6,2 milliards de F CFA contre 6,6 milliards de F CFA en 2010. La baisse constatée est liée aux charges sur opérations de trésorerie et interbancaires qui ont reculé de 15 %, en raison de l'absence de refinancement auprès de la BCEAO en 2011, contrairement aux exercices précédents.

Les frais généraux sont en baisse de 417,3 millions de F CFA en 2011, suite au recul de 248,1 millions de F CFA des frais liés aux travaux, fournitures et services extérieurs, d'une part, et au repli de 199,7 millions de F CFA des impôts et taxes, d'autre part.

**PNB : - 3,62 %
à 10 013,7
millions de F CFA**

Le Produit Net Bancaire, issu des données présentées, recule de 3,62 % pour s'établir à 10 013,7 millions de F CFA en 2011, malgré une hausse significative de la **Marge bancaire nette** de 4,36 % à 6 467,3 millions de F CFA en 2011.

Il en ressort un **résultat brut d'exploitation** de 2 762,7 millions de F CFA, en recul de 2 % par rapport à l'exercice précédent.

En effet, la dégradation de la qualité des risques, amplifiée par la crise subie par le pays, a contraint la Banque à des efforts de provisionnement de 3 222,9 millions de F CFA, ce qui a fortement impacté **le résultat net après impôt** qui est déficitaire de 486,7 millions de F CFA en 2011.

L'équipe de l'Agence de Bouaké, devant le stade de la Paix.

The Bouaké Branch team, in front of the Stadium of Peace.



Pour l'exercice 2012, la normalisation de la situation socio-politique laisse entrevoir de bonnes performances pour la Banque sur le plan financier et commercial. Les prévisions tablent notamment sur :

- l'amélioration des performances du recouvrement et du suivi des risques ;
- la poursuite de la réorientation stratégique de la politique d'offre de crédit en direction des particuliers et des PME ;

- l'affirmation de notre nouveau statut de Banque grand public par la poursuite de notre politique d'extension du réseau des agences.

Economic & financial trends during fiscal year 2011

The international environment featured a global slowdown in economic activity in 2011, due to the European sovereign debt crisis and slower activity in both industrialised and emerging economies. The Japanese economy was hit hard by the effects of the 2011 earthquake and tsunami. The financial and forex markets were hit by the debt crisis and are showing high debt levels and the euro's 3.2% depreciation to the US dollar at the end of December 2011.

In the West African Economic and Monetary Union (WAEMU), growth is estimated at 1.2% in 2011, due to a recovery in non-agricultural sectors, as the industrial and tertiary sectors performed more solidly.

In Côte d'Ivoire, economic activity in 2011 remained marked by the negative impact of the post-electoral crisis, which triggered a sharp contraction from January to April 2011. Since May 2011, most productive sectors have achieved an upturn, thanks to government measures to support the private sector. As a result, the recession is likely to be less serious than expected, with negative growth at -5.1%, compared to -6.3% initially forecast.

This clear improvement is due to the recovery in the primary sector, which expanded by 4.2%, driven by both subsistence agriculture, which was helped by good weather, and export farming, which expanded by 12.2%, driven mainly by sales of cacao, rubber and palm oil.

The mining sector expanded by 4.7% in 2011, vs. a projected contraction of 7.7%, as the Tongon mine began operations.

In contrast, the secondary sector shrank by -7.5%, due to declines in construction and civil engineering (-11.8%), agro-food industries (-8.8%) and oil (-18.9%).

The tertiary sector, which accounts for 50% of GDP, was also disrupted by the crisis, shrinking by 13.1% compared to 2010, including contractions in transport and commerce of, respectively, 18.9% and 8.1%.

Inflation increased from 1.8% in 2010 to almost 5% in 2011, above the 3% WAEMU target, driven by the 10.4% increase in food prices. The government responded vigorously, freezing retail petrol prices and taking measures to combat racketeering.

Management of public finances was satisfactory on the whole in 2011. Receipts came to about CFAF 315.9 billion, thanks to solid performances by the tax and customs offices and the mobilisation of resources on the monetary and financial markets.

Regarding demand, investments fell by 13.5% in 2011, due to delays in executing certain projects. Similarly, steep inflation led to a 4% decline in end-consumption, including a 3% decline in consumer spending and an 8.2% drop in public consumption.

The monetary situation in 2011 featured a 33% increase in net foreign assets to CFAF 1,838 billion and a 10% increase in money supply, linked to a CFAF 446 billion increase in bank deposits.

Despite a slight improvement in domestic lending of CFAF 20 billion in 2011, including a 25% increase to CFAF 125.6 billion, lending to the economy was flat on the whole.

On the monetary and financial market, the Ministry of the Economy and Finances reached an agreement with WAEMU commercial banks on distressed sovereign securities, notably arrears in treasury bonds following the post-electoral crisis. These securities had been systematically rolled over by the CBWAS since December 2010, which kept the quality of banking portfolios from worsening. The amounts

involved come to CFAF 629.5 billion. OAT bonds were converted into equity at two- to three-year maturities and interest rates of between 4.75% and 5.25%. These securities will be accepted as bond reserves and as refinancing by CBWAS.

The outlook for 2012 is promising, as the security and political environment gradually returns to normal. Further shoring up of public finances and structural reforms in the energy, coffee, cacao and financial sectors, and the achievement of HIPC (heavily indebted poor countries) objectives should allow the Ivorian economy to achieve 8.5% growth.

Les juristes de la
BOA-CÔTE D'IVOIRE
en formation.

The
BOA-CÔTE D'IVOIRE
legal team
at a training course.



Financial statements and balance sheet analysis for fiscal year 2011

BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) operated in an unfavourable socio-political context, due to the post-electoral crisis, which lasted from December 2010 to April 2011, triggering a suspension of activity in the Ivorian banking system for a period of three months and destroyed the production facilities of several companies. Despite this unprecedented crisis, the Bank was able to take advantage of some opportunities, which allowed it to retain customers, expand its balance sheet by 1.3% to CFAF 213.9 billion in 2011 and mitigate the negative impact of the crisis on its profitability.

Customer deposits rose constantly, from CFAF 142.4 billion in 2010 to CFAF 160.2 billion in 2011, hence a 12.5% increase. The number of accounts also increased, from 37,451 in 2010 to 49,279, 66% of which were savings accounts. This was made possible by the Bank's marketing initiatives in recent years, particularly on the retail customer market.

Demand deposits came to CFAF 77.1 billion in 2011, up 14% from the previous year. 82% of these deposits are in corporate current accounts. The increase was driven by the "Deposits" campaign of 2011.

Savings accounts came to 32,686 in 2011, a 34.3% increase over 2010. They contained CFAF 13.6 billion in 2011, vs. CFAF 12 billion the previous year. As is the case for retail demand deposits, these performances result from flexible terms on opening accounts and on remuneration. This is a clear reflection of the Bank's desire to expand its business with the general public.

Term accounts totalled CFAF 49.1 billion in stable deposits in 2011, up by 3.4% from the previous year. This increase is rather moderate, as BOA-CÔTE D'IVOIRE focuses on demand deposits, which, unlike term deposits, do not bear interest.

Credit activity has lagged behind, due to the post-electoral crisis, a delay in extending loans, underuse of certain credit lines, tighter lending conditions and, ultimately, an across-the-board decline in loan volumes distributed. Hence, total commitments as of 31 December 2011 fell by 12.4% from 31 December 2010 to CFAF 135.6 billion, or 28.2% below budget projections.

Direct commitments accounted for 85% of total lending at 31 December 2011, at CFAF 110.4 billion, down 4.1% from the end of 2010, due mainly to a 45.5% (CFAF 15.9 billion) decline in overdrafts and short-term loans.

Off-balance sheet commitments came to CFAF 20.1 billion at 31 December 2011, thus falling 27.9% short of the CFAF 28 billion budget projection.

Operating income fell by 5.1%, from CFAF 17.4 billion in 2010 to CFAF 16.5 billion in 2011, as income generated by direct loans to customers and commission fees fell during the same period, by 5.3% and 15.8%, respectively.

Operating expenses totalled CFAF 13.8 billion, down 5.7% from 2010, due mainly to the 6.3% decline in the cost of funds and the 11.6% decline in overheads.

The cost of funds when excluding currency losses came to CFAF 6.2 billion vs. CFAF 6.6 billion in 2010. The decline is due to the 15% reduction in costs of cash and interbank transactions, due, in turn to the lack of CBWAS refinancing in 2011, unlike in previous years.

Overheads fell by CFAF 417.3 million in 2011, due to the CFAF 248.1 million decline in construction, supplies and external services, and to a CFAF 199.7 million decline in taxes.

Net banking income, based on the aforementioned data, fell by 3.62% to CFAF 10,013.7 million in 2011, despite a significant 4.36% increase in net banking margin to CFAF 6,467.3 million in 2011. This led to gross operating income of CFAF 2,762.7 million, down 2% from the previous year.

The reason for this is that the decline in the quality of risks, exacerbated by the country's crisis, has forced the Bank to set aside CFAF 3,222.9 million in provisions. This led to an after-tax net loss of CFAF 486.7 million in 2011.

For fiscal 2012, the normalisation of the socio-political situation points to good financial and commercial performances for the Bank, comprising:

- an improvement in collection and risk monitoring;
- a further strategic shift in credit distribution policy towards retail and SMEs;
- greater focus on retail customers by continuing to expand our branch network.

Rapport Général

des Commissaires aux Comptes - Exercice clos le 31 décembre 2011

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications relatives au fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne ;
- le respect de la réglementation bancaire ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux principes comptables édictés par le Plan Comptable Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

II. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi sur les sociétés commerciales.

Nous portons à votre connaissance l'observation suivante :

Les notes annexes des comptes annuels de l'exercice 2011 et le rapport de gestion ne comportent pas les informations relatives aux opérations de compensation avec la Caisse Nationale de Crédit et d'Épargne (CNCE) et le Trésor Public, non dénouées au 31 décembre 2011.

En effet, suite aux élections présidentielles tenues au cours du dernier trimestre 2010, la Côte d'Ivoire a connu d'importantes perturbations ayant entraîné de profondes mutations dans les paysages politique, économique et surtout bancaire, avec la fermeture officielle de la Direction Nationale de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et de toutes ses agences sur le territoire ivoirien, sur une période allant du 26 janvier au 27 avril 2011. Dans ce climat d'incertitude, le gouvernement sortant a réquisitionné l'agence nationale de la BCEAO et les banques ont opéré des compensations bilatérales.

Au 31 décembre 2011, les soldes résiduels issus de compensations non dénouées, constituent des créances que la BOA-CÔTE D'IVOIRE détient sur la Caisse Nationale de Crédit et d'Épargne (CNCE) et le Trésor Public, pour respectivement 224 millions de F CFA et 529 millions de F CFA.

Dans sa correspondance en date du 2 mars 2012 adressée aux différents acteurs du marché bancaire, la BCEAO a décidé l'intégration de ces opérations en suspens dans son système de compensation automatisée et sa comptabilité. À la date de ce rapport, les travaux nécessaires à cette intégration sont en cours.

À l'exception du commentaire susvisé, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

III. FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX ET DU CONTRÔLE INTERNE

Nous avons procédé, en application de la réglementation bancaire et conformément aux normes de la profession, aux vérifications relatives au fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne.

Nous portons à votre connaissance les principaux axes d'amélioration suivants :

- La Banque devrait améliorer son système de surveillance permanente au travers notamment de l'analyse effective et régulière des comptes de Distributeurs Automatiques de Billets (DAB Visas et DAB Sésame) qui peuvent être source de perte d'actif pour la Banque ;
- Les procédures relatives à l'organisation comptable de la Banque devraient être complétées par la formalisation des procédures d'arrêté comptables périodiques, en précisant notamment :
 - les points d'attention pour chaque groupe de comptes sensibles,
 - le planning détaillé de réalisation des travaux (tâches clés/personnes ressources/délais de réalisation) pour chacun des arrêts périodiques ;
- Conformément à la circulaire n° 03-2011/CB relative à la réorganisation du contrôle interne des établissements de crédit, la Banque devrait améliorer sa cartographie des risques de sorte à ce qu'elle intègre :
 - une évaluation permettant de déterminer la perte financière ainsi que tout dommage que la réalisation des risques identifiés pourrait engendrer,
 - les moyens et dispositions envisagés pour couvrir les risques recensés ;
- La circulaire n° 05-2011/CB relative à l'amélioration du gouvernement d'entreprise dans les banques et établissements financiers demande la mise en place de procédures et de techniques d'allocation économique du capital ainsi que de mesure de la rentabilité des diverses branches d'activité, en vue d'une éventuelle politique de tarification. Ainsi, la Banque devrait mettre en place des instruments lui permettant d'apprécier les marges générées par client, par secteur d'activité ou par produit ;
- La Banque devrait formaliser une procédure de gestion des changements, des incidents et des opérations d'exploitation informatiques ;

- La Banque devrait veiller à compléter les informations contenues dans les dossiers crédit de ses clients. Les documents suivants devraient notamment être systématiquement collectés : derniers états financiers, documents d'autorisation des dépassements des lignes de crédit accordées, analyse actualisée de la situation financière des sociétés, documents d'évaluation et d'actualisation de la valeur des garanties hypothécaires constituées.

IV. RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION BANCAIRE

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications relatives au respect de la réglementation bancaire.

Nous portons à votre attention les observations suivantes :

- La Banque a déduit de ses fonds propres effectifs, la provision exigée par la Commission Bancaire lors de son dernier contrôle, sans toutefois la comptabiliser. Cette provision d'un montant de 100 millions de F CFA, est relative au braquage intervenu dans les locaux de la BCEAO ;
- Le ratio de structure du portefeuille est à 1,32 % pour un minimum réglementaire de 60 % ;
- Par ailleurs, conformément à l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 portant réglementation bancaire, nous vous informons que les encours de crédits accordés aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque ainsi qu'aux actionnaires ou aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent les fonctions précitées ou détiennent plus du quart du capital, s'élèvent à 12 810 millions de F CFA au 31 décembre 2011, et représentent 109 % des fonds propres effectifs de la Banque à cette date. À la date du présent rapport, le plafond autorisé par la réglementation bancaire n'a pas encore fait l'objet d'une instruction de la Banque Centrale.

*Les Commissaires aux Comptes
Abidjan, le 30 mars 2012*

Pour MAZARS CÔTE D'IVOIRE
Armand FANDOHAN
Expert-Comptable diplômé

Pour ERNST & YOUNG
Caroline ORIO
Expert-Comptable diplômée

Rapport Spécial

des Commissaires aux Comptes - Exercice clos le 31 décembre 2011

Conformément aux dispositions de l'article 440 de l'Acte Uniforme du Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique (GIE), nous vous présentons notre rapport spécial sur les conventions visées à l'article 438 de l'Acte Uniforme.

Ce rapport concerne les conventions directes ou indirectes entre la Banque et l'un des Administrateurs, Directeur Général ou Directeur Général Adjoint, ou entre la BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) et toute autre entreprise dont l'un des Administrateurs serait propriétaire, associé en nom, Gérant, Administrateur ou Directeur.

Cette réglementation ne porte pas sur les opérations courantes conclues à des conditions normales (art. 439).

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, conformément à l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 du 1^{er} décembre 2009 portant réglementation bancaire, nous devons vous rendre compte de tous les prêts consentis par la Banque à ses dirigeants, à ses principaux actionnaires ou associés ou aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance ou détiennent plus du quart du capital social.

I. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2011

1.1. AU TITRE DE L'ARTICLE 440 DU DROIT DES SOCIÉTÉS DE L'OHADA

En application de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE, nous avons été informés de l'exécution de la convention suivante :

Avec la société BOA GROUP S.A.

Administrateurs concernés :

Monsieur Paul DERREUMAUX,

Monsieur Francis SUEUR.

Nature et objet : convention d'emprunt convertible de 1 000 millions de F CFA conclue en 2011 au profit de la BOA-CÔTE D'IVOIRE. L'échéance est fixée au 11 mars 2017.

Modalités :

- Intérêts fixes

L'emprunt subordonné donne droit à une rémunération annuelle de 5,90 %.

- Intérêts variables

En cas de distribution de dividendes par l'emprunteur durant la période où l'encours du principal est supérieur à zéro (0) F CFA, cet encours donne droit à une rémunération nette complémentaire de sorte que la rémunération nette annuelle globale de l'encours du prêt atteigne le taux de rémunération des fonds propres de l'emprunteur (dividendes/fonds propres) sur la même période.

Cet emprunt n'a pas fait l'objet de remboursement en 2011.

Le montant total des intérêts supportés au titre de l'exercice 2011 en rapport avec cet emprunt est de 15 millions de F CFA.

1.2. AU TITRE DE L'ARTICLE 45 DE LA LOI BANCAIRE

(ordonnance n° 2009-385 du 1^{er} décembre 2009 portant réglementation bancaire)

En application de l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 du 1^{er} décembre 2009 portant réglementation bancaire, nous avons été informés de la conclusion sur l'exercice 2011 des conventions suivantes :

Avec la société BANK OF AFRICA – NIGER

La BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE a accordé des prêts à moyen terme de 2 000 millions de F CFA au taux de 8,5 % à la BANK OF AFRICA – NIGER. Aucun remboursement n'a été effectué au 31 décembre 2011.

Les revenus financiers tirés de ces prêts au titre de l'exercice 2011 sont évalués à 24 millions de F CFA.

Avec la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

La BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE a accordé des prêts à court terme de 1 333 millions de F CFA à la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO. L'encours est de 666 millions de F CFA au 31 décembre 2011.

Les revenus financiers tirés de ces prêts au titre de l'exercice 2011 sont évalués à 66 millions de F CFA.

II. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

2.1. AU TITRE DE L'ARTICLE 440 DU DROIT DES SOCIÉTÉS DE L'OHADA

Avec la société BOA GROUP S.A.

Administrateurs concernés :

Monsieur Paul DERREUMAUX,
Monsieur Francis SUEUR.

Nature et objet : conventions de prêts convertibles de 300 millions de F CFA et 656 millions de F CFA conclues respectivement en 2007 et 2009 au profit de la BOA-CÔTE D'IVOIRE. L'encours de ceux-ci est respectivement de 60 millions de F CFA et 394 millions de F CFA au 31 décembre 2011. L'échéance de ces prêts est fixée respectivement au 2 janvier 2012 et au 30 juin 2015.

Modalités :

- Intérêts fixes

Les prêts concernés donnent droit à une rémunération annuelle de 5,90 %.

- Intérêts variables

En cas de distribution de dividendes par l'emprunteur durant la période où l'encours du principal est supérieur à zéro (0) F CFA, cet encours donne droit à une rémunération nette complémentaire de sorte que la rémunération nette annuelle globale de l'encours du prêt atteigne le taux de rémunération des fonds propres de l'emprunteur (dividendes/fonds propres) sur la même période.

Ces prêts ont fait l'objet de remboursements partiels respectifs de 60 millions de F CFA et 131 millions de F CFA en 2011. Les soldes des prêts de 300 millions de F CFA et 656 millions de F CFA sont respectivement de 60 millions de F CFA et 394 millions de F CFA au 31 décembre 2011.

Le montant total des intérêts supportés au titre de l'exercice 2011 en rapport avec ces prêts est de 33 millions de F CFA.

Avec la société BANK OF AFRICA – BÉNIN

Administrateurs concernés :

Monsieur Mohamed BENNANI,
Monsieur Paul DERREUMAUX,
Monsieur Benoît MAFFON.

Nature et objet : convention de prêt subordonné de 600 millions de F CFA de la BANK OF AFRICA – BÉNIN à la BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE conclue en 2007 pour une durée de 5 ans et 6 mois.

Modalités :

- **Intérêts fixes**

Le prêt subordonné donne droit à une rémunération annuelle nette de 5,90 %.

- **Intérêts variables**

En cas de distribution de dividendes par l'emprunteur durant la période où l'encours du principal est supérieur à zéro (0) F CFA, cet encours donne droit à une rémunération nette complémentaire de sorte que la rémunération nette annuelle globale de l'encours du prêt atteigne le taux de rémunération des fonds propres de l'emprunteur (dividendes/fonds propres) sur la même période.

Ce prêt a fait l'objet de remboursements partiels de 120 millions de F CFA en 2011. Le solde est de 120 millions de F CFA au 31 décembre 2011.

La charge d'intérêts supportée durant l'exercice 2011 au titre de cette convention s'élève à 11 millions de F CFA.

Avec la société AFH-SERVICES

Administrateurs concernés :

Monsieur Paul DERREUMAUX,
Monsieur Mohamed BENNANI.

Nature et objet : convention d'assistance technique d'AFH-SERVICES à la BOA-CÔTE D'IVOIRE en matière de facilitation des opérations internationales et de savoir-faire bancaire. La convention a été signée en 1996 pour une durée de 10 ans et est renouvelable par tacite reconduction par période de 3 années, sur une période globale de 6 années au terme de laquelle elle ne pourra être renouvelée que suite à une autorisation expresse du Conseil d'Administration de la Banque.

Modalités : la charge supportée par la BOA-CÔTE D'IVOIRE durant l'exercice 2011 au titre de cette convention s'élève à 235 millions de F CFA.

Avec la société SCI OLYMPE

Administrateur concerné :

Monsieur Paul DERREUMAUX.

Nature et objet : contribution de la BOA-CÔTE D'IVOIRE au financement de la construction de son siège social.

Modalités : ces avances ont été effectuées suite à trois appels de fonds pour un montant total de 985 millions de F CFA à fin 2001. Le solde de l'avance consentie s'élève à 466 millions de F CFA au 31 décembre 2011. Le taux de rémunération de ce prêt est de 3 %.

Les produits comptabilisés pour cette année 2011 sont de 21 millions de F CFA.

2.2. AU TITRE DE L'ARTICLE 45 DE LA NOUVELLE LOI BANCAIRE

(ordonnance n° 2009-385 du 1^{er} décembre 2009 portant réglementation bancaire)

Avec la société ÉQUIPBAIL-MALI

La BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE a accordé des prêts à moyen terme de 750 millions de F CFA à ÉQUIPBAIL-MALI. L'encours total de ces prêts a été remboursé par anticipation le 11 mai 2011.

Les produits relatifs à ces prêts sont de 12 millions de F CFA au titre de l'exercice 2011.

Avec la société ÉQUIPBAIL-BÉNIN

La BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE a accordé un prêt à moyen terme à ÉQUIPBAIL-BÉNIN dont l'encours au 31 décembre 2011 est de 52 millions de F CFA.

Les intérêts créditeurs générés par ce prêt sont évalués à 7 millions de F CFA au titre de l'exercice 2011.

Avec la société BANK OF AFRICA – MALI

La BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE a accordé des prêts à moyen terme à la BANK OF AFRICA – MALI dont l'encours est de 1 281 millions de F CFA au 31 décembre 2011.

Les revenus financiers tirés de ce prêt au titre de l'exercice 2011, sont évalués à 152 millions de F CFA.

Avec la société BANK OF AFRICA – NIGER

La BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE a accordé des prêts à moyen terme à la BANK OF AFRICA – NIGER. L'encours total de ceux-ci est de 6 371 millions de F CFA au 31 décembre 2011.

Ces prêts ont généré des intérêts créditeurs évalués à 616 millions de F CFA au titre de l'exercice 2011.

Avec la société BOA-FRANCE

Le solde du compte ordinaire débiteur de la BOA-FRANCE est de 168 672,23 euros, soit 111 millions de F CFA à la clôture de l'exercice 2011.

Les intérêts créditeurs générés par cet encours sont de 0,04 million de F CFA au titre de l'exercice 2011.

Avec la société BANK OF AFRICA – KENYA

Le solde du compte ordinaire débiteur de la BANK OF AFRICA – KENYA est de 3 039,40 euros, soit 2 millions de F CFA à la clôture de l'exercice 2011.

Les intérêts créditeurs générés par cet encours sont de 0,02 million de F CFA au titre de l'exercice 2011.

Avec Monsieur Tiémoko KOFFI

La BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE lui a accordé un prêt à moyen terme de 500 millions de F CFA depuis 2010. L'encours est de 379 millions de F CFA au 31 décembre 2011.

Avec Monsieur Léon NAKA

La BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE lui a accordé un prêt à moyen terme de 48 millions de F CFA depuis 2006. Par ailleurs, le solde de son compte-courant est débiteur de 37 millions de F CFA au 31 décembre 2011.

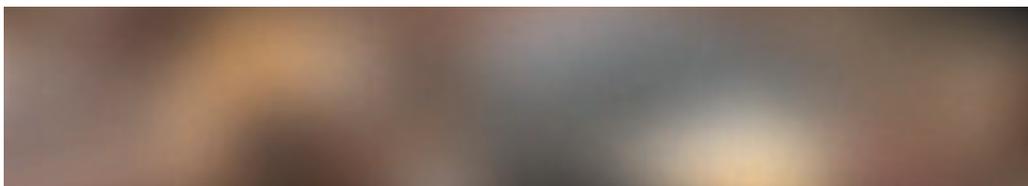
*Les Commissaires aux Comptes
Abidjan, le 30 mars 2012*

Pour MAZARS CÔTE D'IVOIRE
Armand FANDOHAN
Expert-Comptable diplômé

Pour ERNST & YOUNG
Caroline ORIO
Expert-Comptable diplômée

Bilan - Compte de résultat - Résolutions

Balance sheet - Income Statement - Resolutions



Bilan comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Balance sheet for the last two financial periods (in CFAF)

Actif / Assets	2010*	2011*
CAISSE / CASH	5 775 714 828	6 286 792 093
CRÉANCES INTERBANCAIRES / INTERBANK PLACEMENTS	33 810 082 161	44 214 346 506
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	20 203 519 579	31 290 119 283
• BANQUE CENTRALE / CENTRAL BANKS	12 991 354 599	30 006 196 425
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	7 212 164 980	1 283 922 858
• À TERME / TERM DEPOSITS	13 606 562 582	12 924 227 223
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / CUSTOMERS' LOANS	124 301 051 270	115 673 697 640
• PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX / PORTFOLIO OF DISCOUNTED BILLS	5 155 848 267	5 834 805 789
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT		
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	5 155 848 267	5 834 805 789
• AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE / OTHER CUSTOMER CREDIT FACILITIES	94 621 281 955	87 868 957 153
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT	320 376 620	680 432 823
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	94 300 905 335	87 188 524 330
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS / ORDINARY DEBTOR ACCOUNTS	24 523 921 048	21 969 934 698
• AFFACTURAGE / FACTORING		
TITRES DE PLACEMENT / CURRENT SECURITIES	26 036 820 000	22 800 104 312
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES / INVESTMENTS IN ASSOCIATES	4 946 267 630	4 539 958 044
CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / LEASING & RELATED OPERATIONS		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE / FINANCIAL INVESTMENTS AT EQUITY VALUE		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES / INTANGIBLE ASSETS	226 655 788	241 877 257
IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS	6 419 113 364	6 138 398 679
ACTIONNAIRES ET ASSOCIÉS / SHAREHOLDERS & ASSOCIATES		
AUTRES ACTIFS / OTHER ASSETS	9 092 521 869	13 320 881 056
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	506 059 684	684 295 811
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
TOTAL DE L'ACTIF / TOTAL ASSETS	211 114 286 594	213 900 351 398
Hors Bilan / Off-Balance-Sheet	2010*	2011*
ENGAGEMENTS DONNÉS / COMMITMENTS GIVEN	31 189 924 255	28 417 974 774
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	2 899 206 235	2 165 574 632
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / TO CREDIT INSTITUTIONS		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE / TO CUSTOMERS	2 899 206 235	2 165 574 632
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES GIVEN	28 290 718 020	26 252 400 142
• D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / ON BEHALF OF CREDIT INSTITUTIONS	374 467 573	8 216 010 809
• D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE / ON BEHALF OF CUSTOMERS	27 916 250 447	18 036 389 333
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITY		

Passif / Liabilities	2010*	2011*
DETTES INTERBANCAIRES / INTERBANK LIABILITIES	43 970 571 379	31 834 022 746
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	5 768 693 356	3 336 633 810
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	5 768 693 356	3 336 633 810
• À TERME / TERM DEPOSITS	38 201 878 023	28 497 388 936
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / CUSTOMERS' DEPOSITS	142 408 619 301	160 218 227 423
• COMPTES D'ÉPARGNE À VUE / SAVINGS DEPOSIT ACCOUNTS	10 386 104 790	12 464 308 535
• COMPTES D'ÉPARGNE À TERME / TIME DEPOSIT ACCOUNTS	1 732 437 599	1 148 845 860
• BONS DE CAISSE / SHORT-TERM BORROWINGS	5 345 760 968	5 727 306 688
• AUTRES DETTES À VUE / OTHER DEMAND DEPOSITS	75 263 490 967	85 569 183 605
• AUTRES DETTES À TERME / OTHER TIME DEPOSIT ACCOUNTS	49 680 824 977	55 308 582 735
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / DEBTS EVIDENCED BY SECURITIES	2 400 000 000	1 800 000 000
AUTRES PASSIFS / OTHER LIABILITIES	5 584 770 158	2 866 495 264
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	961 448 361	1 159 373 857
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES / RESERVES FOR CONTINGENCIES & LOSSES		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES / STATUTORY PROVISIONS		
FONDS AFFECTÉS / EARMARKED FUNDS		
EMPRUNTS & TITRES SUBORDONNÉS / SUBORDINATED LOANS & SECURITIES	884 768 000	1 573 576 000
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT / INVESTMENT SUBSIDIES		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / RESERVES FOR GENERAL BANKING RISKS	442 577 218	473 801 909
CAPITAL / CAPITAL	6 000 000 000	7 200 000 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL / SHARE PREMIUMS	1 675 372 000	1 675 372 000
RÉSERVES / RESERVES	4 728 881 061	4 992 873 482
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION / REVALUATION DIFFERENCES		
REPORT À NOUVEAU (+/-) / RETAINED EARNINGS (+/-)	297 329 640	593 286 695
RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME	1 759 949 476	-486 677 978
TOTAL DU PASSIF / TOTAL LIABILITIES	211 114 286 594	213 900 351 398
Hors Bilan / Off-Balance-Sheet	2010*	2011*
ENGAGEMENTS REÇUS / COMMITMENTS RECEIVED	114 997 303 179	142 153 459 125
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES RECEIVED	114 997 303 179	142 153 459 125
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS	35 315 848 396	41 771 346 556
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS	79 681 454 783	100 382 112 569
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITY		

* Exercice / Fiscal year

Résultat comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Income Statement for the last two financial periods (in CFAF)

Charges / Expenses	2010*	2011*
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES / INTEREST & RELATED EXPENSES	6 625 791 655	6 199 417 450
• SUR DETTES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK DEBTS	2 878 009 983	2 457 481 518
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMERS' DEBTS	3 581 109 070	3 611 990 726
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / ON SECURITIES	166 672 602	129 945 206
• SUR COMPTES BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES OU D'ASSOCIÉS ET SUR EMPRUNT ET TITRES SUBORDONNÉS ÉMIS / ON BLOCKED ACCOUNTS OF SHAREHOLDERS AND ASSOCIATES AND ON SUBORDINATED DEBT		
• AUTRES INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES / OTHER INTEREST AND RELATED EXPENSES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES / EXPENSES ON LEASING AND RELATED OPERATIONS		
COMMISSIONS / COMMISSION	130 851 855	106 536 056
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / EXPENSES ON FINANCIAL OPERATIONS	125 006 529	5 063 988
• CHARGES SUR TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT EXPENSES		
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / FOREIGN EXCHANGE EXPENSES	125 006 529	5 063 988
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTION EXPENSES		
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE SERVICES FINANCIERS / EXPENSES ON FINANCIAL SERVICE OPERATIONS		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER BANK OPERATING EXPENSES	135 319 054	194 960 827
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING EXPENSES	6 840 170 310	6 421 924 824
• FRAIS DE PERSONNEL / PERSONNEL COSTS	2 450 333 962	2 539 865 490
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX / OTHER GENERAL EXPENSES	4 389 836 348	3 882 059 334
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS / DEPRECIATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	731 105 295	829 068 327
SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN / DEFICIT ON CORRECTIONS TO SECURITIES, LOANS AND OFF-BALANCE-SHEET	1 232 099 294	3 072 733 913
EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF PROVISIONS OVER FUNDS RECOVERED FOR GENERAL BANKING RISKS		31 224 691
CHARGES EXCEPTIONNELLES / EXCEPTIONAL EXPENSES	34 658 222	31 169 200
PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / LOSSES FROM PREVIOUS YEARS	142 317 072	252 932 039
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES / CORPORATE INCOME TAX	15 000 000	26 510 416
BÉNÉFICE / GAINS	1 759 949 476	
TOTAL DES CHARGES / TOTAL EXPENSES	17 772 268 762	17 171 541 731

Produits / Income	2010*	2011*
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS / INTEREST AND RELATED INCOME	11 737 900 723	11 353 003 853
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LOANS	929 206 326	1 119 872 042
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMERS' LOANS	10 696 987 453	10 132 625 783
• SUR PRÊTS ET TITRES SUBORDONNÉS / ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES	111 706 944	100 506 028
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT / ON SECURITIES		
• AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS / OTHER INTEREST AND RELATED INCOME		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
<i>/ INCOME FROM LEASING AND RELATED OPERATIONS</i>		
COMMISSIONS / COMMISSION	2 398 071 922	2 020 965 010
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / INCOME FROM FINANCIAL TRANSACTIONS	2 617 397 346	2 393 319 884
• PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT / INCOME FROM CURRENT SECURITIES	1 198 072 688	1 414 237 187
• DIVIDENDES ET PRODUITS ASSIMILÉS / DIVIDENDS AND RELATED INCOME	226 462 583	252 898 413
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / INCOME FROM FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	691 900 798	270 787 657
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / INCOME FROM OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	500 961 277	455 396 627
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	330 227 709	568 591 042
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING INCOME	323 197 529	183 823 752
REPRISE D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
<i>/ RECOVERY OF DEPRECIATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS</i>		
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN		
<i>/ SURPLUS ON CORRECTIONS TO VALUE OF LOANS AND OFF-BALANCE-SHEET ITEMS</i>		
EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES		
GÉNÉRAUX / SURPLUS RECOVERED ON PROVISION OF FUNDS FOR GENERAL BANKING RISKS	30 119 212	
PRODUITS EXCEPTIONNELS / EXCEPTIONAL INCOME	70 883 935	946 867
PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / RESULT FROM PREVIOUS FINANCIAL PERIODS	264 470 386	164 213 345
PERTES / LOSS		486 677 978
TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME	17 772 268 762	17 171 541 731

* Exercice / Fiscal year

Résultat comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Produits & Charges	2010*	2011*
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	11 737 900 723	11 353 003 853
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	929 206 326	1 119 872 042
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	10 696 987 453	10 132 625 783
• SUR PRÊTS ET TITRES SUBORDONNÉS	111 706 944	100 506 028
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT		
• AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	-6 625 791 655	-6 199 417 450
• SUR DETTES INTERBANCAIRES	-2 878 009 983	-2 457 481 518
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	-3 581 109 070	-3 611 990 726
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	-166 672 602	-129 945 206
• SUR DETTES SUR EMPRUNTS SUBORDONNÉS		
• AUTRES INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
MARGE D'INTÉRÊT	5 112 109 068	5 153 586 403
PRODUITS DE COMMISSIONS	2 398 071 922	2 020 965 010
CHARGES DE COMMISSIONS	-130 851 855	-106 536 056
RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS	2 267 220 067	1 914 428 954
RÉSULTATS NETS SUR :		
• OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	1 198 072 688	1 414 237 187
• DIVIDENDES ET PRODUITS ASSIMILÉS	226 462 583	252 898 413
• OPÉRATIONS DE CHANGE	566 894 269	265 723 669
• OPÉRATIONS DE HORS BILAN	500 961 277	455 396 627
RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES	2 492 390 817	2 388 255 896
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	330 227 709	568 591 042
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-135 319 054	-194 960 827
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	323 197 529	183 823 752
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
PRODUIT NET BANCAIRE	10 389 826 136	10 013 725 220
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	-6 840 170 310	-6 421 924 824
• FRAIS DE PERSONNEL	-2 450 333 962	-2 539 865 490
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	-4 389 836 348	-3 882 059 334
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	-731 105 295	-829 068 327
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 818 550 531	2 762 732 069
RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR	-1 232 099 294	-3 072 733 913
EXCÉDENT NET DES DOTATIONS ET REPRISES SUR FRBG	30 119 212	-31 224 691
RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT)	1 616 570 449	-341 226 535
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	36 225 713	-30 222 335
RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	122 153 314	-88 718 694
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	-15 000 000	-26 510 416
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 759 949 476	-486 677 978

Income Statement for the last two financial periods (in CFAF)

Income & Expenses	2010*	2011*
INTEREST AND RELATED INCOME	11 737 900 723	11 353 003 853
• ON INTERBANK LOANS	929 206 326	1 119 872 042
• ON CUSTOMERS' LOANS	10 696 987 453	10 132 625 783
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES	111 706 944	100 506 028
• ON SECURITIES		
• OTHER INTEREST AND RELATED INCOME		
INCOME FROM LEASING AND RELATED OPERATIONS		
INTEREST AND RELATED EXPENSES	-6 625 791 655	-6 199 417 450
• ON INTERBANK DEBTS	-2 878 009 983	-2 457 481 518
• ON CUSTOMERS' DEBTS	-3 581 109 070	-3 611 990 726
• ON SECURITIES	-166 672 602	-129 945 206
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		
• OTHER INTEREST AND RELATED EXPENSES		
EXPENSES ON LEASING AND RELATED OPERATIONS		
INTEREST MARGIN	5 112 109 068	5 153 586 403
COMMISSION INCOME	2 398 071 922	2 020 965 010
COMMISSION EXPENSES	-130 851 855	-106 536 056
NET RESULT FROM COMMISSION	2 267 220 067	1 914 428 954
NET RESULT FROM		
• CURRENT SECURITIES TRANSACTIONS	1 198 072 688	1 414 237 187
• DIVIDENDS AND RELATED TRANSACTIONS	226 462 583	252 898 413
• FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	566 894 269	265 723 669
• OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	500 961 277	455 396 627
NET INCOME FROM FINANCIAL OPERATIONS	2 492 390 817	2 388 255 896
OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	330 227 709	568 591 042
OTHER BANK OPERATING EXPENSES	-135 319 054	-194 960 827
OTHER INCOME FROM NON-BANKING OPERATIONS	323 197 529	183 823 752
OTHER NON-BANKING OPERATING EXPENSES		
OPERATING INCOME	10 389 826 136	10 013 725 220
GENERAL OPERATING EXPENSES	-6 840 170 310	-6 421 924 824
• PERSONNEL COSTS	-2 450 333 962	-2 539 865 490
• OTHER GENERAL EXPENSES	-4 389 836 348	-3 882 059 334
DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	-731 105 295	-829 068 327
RECOVERY OF DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS		
GROSS OPERATING PROFIT	2 818 550 531	2 762 732 069
NET RESULT FROM VALUE ADJUSTMENTS	-1 232 099 294	-3 072 733 913
NET SURPLUS FROM ALLOCATIONS AND REVERSALS ON RESERVES FOR GBR	30 119 212	-31 224 691
PRE-TAX OPERATING INCOME	1 616 570 449	-341 226 535
EXTRAORDINARY ITEMS	36 225 713	-30 222 335
RESULT FROM PREVIOUS FINANCIAL PERIODS	122 153 314	-88 718 694
CORPORATE INCOME TAX	-15 000 000	-26 510 416
NET INCOME FROM THIS FINANCIAL PERIOD	1 759 949 476	-486 677 978

* Exercice / Fiscal year

Résolutions Assemblée Générale Ordinaire du 16 avril 2012

Resolutions / Annual General Meeting held on 16 April 2012

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2011, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumés dans ces rapports.

Cet exercice 2011 se solde donc par un résultat déficitaire de - 486 677 978 F CFA, après une dotation aux amortissements de 829 068 327 F CFA et après paiement de l'impôt sur les bénéfices de 26 510 416 F CFA.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions visées par l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA), approuve sans réserve ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2011.

Elle donne également décharge aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours du même exercice.

DEUXIÈME RÉOLUTION

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, décide l'affectation comme suit de la totalité de la perte de l'exercice et du report à nouveau antérieur :

	En F CFA
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	- 486 677 978
REPORT À NOUVEAU ANTÉRIEUR	593 286 695
RÉSERVE LÉGALE	0
DIVIDENDE	0
RÉSERVE FACULTATIVE	0
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	106 608 717

TROISIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, constate la fin des mandats des Administrateurs suivants :

- Monsieur Paul DERREUMAUX
- Monsieur Yawo Noël EKLO
- Monsieur Ousmane DAOU
- Monsieur Léon NAKA
- La SIDAM, représentée par Monsieur Tiémoko KOFFI
- La BANK OF AFRICA – BÉNIN, représentée par Monsieur Benoît MAFFON
- Monsieur Francis SUEUR

En conséquence, l'Assemblée Générale décide de nommer comme Administrateurs de la Banque pour une durée de 6 ans :

- Monsieur Abderrazzack ZEBDANI
- Monsieur Ousmane DAOU
- Monsieur Léon NAKA
- Monsieur Tiémoko KOFFI
- La BANK OF AFRICA – BÉNIN, représentée par Monsieur Benoît MAFFON.

Le mandat de ces Administrateurs viendra à expiration à l'issue de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de renouveler pour 3 ans conformément aux dispositions de la loi bancaire le mandat des Commissaires aux Comptes titulaires :

- Cabinet ERNST & YOUNG, 01 BP 2715 Abidjan 01, représenté par Monsieur Jean-François ALBRECHT.
- Cabinet MAZARS CÔTE D'IVOIRE, 01 BP 3989 Abidjan 01, représenté par Monsieur Armand FANDOHAN.

Leur mandat viendra à expiration à l'issue de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de renouveler pour 3 ans conformément aux dispositions de la loi bancaire le mandat des Commissaires aux Comptes suppléants :

- Cabinet SIGECO, représenté par Monsieur Kroah Bilé N'DABIAN - 01 BP 1328 Abidjan 01.
- Cabinet KPMG, représenté par Monsieur Jean-Luc RUELLE - 01 BP 1238 Abidjan 01.

Leur mandat arrivera à expiration à l'issue de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de fixer les indemnités de fonction pour l'ensemble du Conseil d'Administration à un montant total net annuel, de F CFA 60 352 000 (soixante millions trois cent cinquante deux mille) à compter du 1^{er} janvier 2012.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, décide de l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de quatre milliards (4 000 000 000) de F CFA, par appel public à l'épargne sur le Marché Financier de l'UEMOA.

Les principales caractéristiques de cette émission obligataire sont les suivantes :

- | | |
|-----------------------------|--|
| Émetteur : | BOA-CÔTE D'IVOIRE. |
| Nature des titres : | Obligations dématérialisées négociables sur la BRVM. |
| Arrangeur et Chef de file : | SGI ACTIBOURSE. |

Mode de placement :	appel Public à l'Épargne.
Membres placeurs :	Groupe BANK OF AFRICA et toutes Sociétés de Gestion et d'Intermédiation agréées par le Conseil Régional.
Montant de l'émission :	4 000 000 000 F CFA.
Nombre de titres :	400 000.
Durée de l'emprunt :	5 ans.
Mode d'amortissement :	amortissement linéaire constant sur cinq (5) ans.
Mode de paiement des intérêts :	annuellement.
Forme des titres :	dématérialisée.
Prix d'émission, valeur nominale :	10 000 F CFA.
Date de jouissance :	les obligations auront pour date de jouissance le troisième jour ouvrable suivant la date de clôture des souscriptions.
Garantie :	garantie à première demande de BOA WEST AFRICA.
Clause de rachat :	la BOA-CÔTE D'IVOIRE se réserve le droit de racheter tout ou partie de ses obligations, à tout moment sur le marché.
Clause Pari Passu :	la BOA-CÔTE D'IVOIRE s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des obligations en principal et intérêts, à ne pas consentir de garantie particulière à d'autres obligations émises ou à émettre sans en faire bénéficier, au même rang, les obligations objet de cette émission.
Masses des obligations :	les porteurs d'obligations de la présente émission pourront se grouper en une masse jouissant de la personnalité juridique conformément aux dispositions légales et réglementaires.
Taux d'intérêt :	en harmonie avec celui des opérations de même nature effectuée sur le marché financier régional à la date d'émission de l'emprunt.

HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, décide que les obligations émises porteront une garantie à première demande de BOA WEST AFRICA, holding régional du Groupe BANK OF AFRICA.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

En conséquence, de ce qui précède, l'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au Président du Conseil d'Administration à l'effet :

- d'arrêter les modalités pratiques de l'emprunt obligataire ;
- de fixer le taux de rémunération au moment de l'émission pour tenir compte de l'état du marché ;
- et généralement, d'accomplir toutes les démarches nécessaires en vue de parvenir à la bonne fin de l'opération.

DIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tout pouvoir au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal constatant les délibérations à l'effet d'accomplir toute formalité légale de publicité.

FIRST RESOLUTION

Having reviewed the Board of Directors' report and the external auditors' general report on fiscal year 2010, the Annual General Meeting approved all parts of the reports and the financial statements and results as presented, as well as the operations reflected in these statements and summarised in these reports. Fiscal year 2011 closed with a loss of CFAF - 486,677,978 after amortizations of CFAF 829,068,327, after amortizations of CFAF 829,068,327 and corporate income tax of CFAF 26,510,416.

In addition, after reviewing the external auditors' Special Report on agreements covered by article 440 of the Uniform Act of OHADA, the Meeting unreservedly approved this report.

Consequently, the Annual General Meeting ratified the management and the actions of all members of the Board of Directors during the year to 31 December 2011. The Meeting also ratified the execution of the external auditors' mission in the fiscal year.

SECOND RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Directors' proposal to allocate all net losses for the fiscal year and the previous balance brought forward as follows:

	In CFAF
LOSS FOR THE PERIOD	- 486,677,978
PREVIOUS BALANCE BROUGHT FORWARD	593,286,695
LEGAL RESERVE	0
DIVIDEND	0
OPTIONAL RESERVE	0
NEW BALANCE BROUGHT FORWARD	106,608,717

THIRD RESOLUTION

After deliberation, the Annual General Meeting noted the expiry of the following Directors' terms of office:

- Mr Paul DERREUMAUX
- Mr Yawo Noël EKLO
- Mr Ousmane DAOU
- Mr Léon NAKA
- SIDAM, represented by Mr Tiémoko KOFFI
- BANK OF AFRICA – BENIN, represented by Mr Benoît MAFFON
- Mr Francis SUEUR

The Annual General Meeting therefore decided to appoint the following new Directors of the Bank for a term of six years:

- Mr Abderrazzack ZEBDANI
- Mr Ousmane DAOU
- Mr Léon NAKA
- Mr Tiémoko KOFFI
- BANK OF AFRICA – BENIN, represented by Mr Benoît MAFFON.

The terms of office of these Directors will expire at the end of the Annual General Meeting held to review the accounts for the year to 31 December 2017.

FOURTH RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting, in accordance with the Banking Law, approved the Board of Directors' proposal to reappoint for three years as statutory auditors:

- Cabinet ERNST & YOUNG, 01 BP 2715 Abidjan 01, represented by Mr Jean-François ALBRECHT.
- Cabinet MAZARS CÔTE D'IVOIRE, 01 BP 3989 Abidjan 01, represented by Mr Armand FANDOHAN.

Their terms will expire on the day of the Annual General Meeting held to approve the accounts of the financial year ending 31 December 2014.

FIFTH RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting, in accordance with the Banking Law, approved the Board of Directors' proposal to reappoint for three years as substitute statutory auditor:

- Cabinet SIGECO, represented by Mr Kroah Bilé N'DABIAN - 01 BP 1328 Abidjan 01.
- Cabinet KPMG, represented by Mr Jean-Luc RUELLE - 01 BP 1238 Abidjan 01.

Its term will expire on the day of the Annual General Meeting held to approve the accounts of the financial year ending 31 December 2014.

SIXTH RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Directors proposal to set the total annual post allowances for all members of the Board of Directors at CFAF 60,352,000 (sixty million, three hundred and fifty two thousand) as of 1st January 2012.

SEVENTH RESOLUTION

The Annual General Meeting, after deliberating on the matter, voted to issue bonds amounting to four billion CFA francs (CFAF 4,000,000,000) through a public offer on the financial market of the WAMU.

The issue's main characteristics are as follows:

Issuer:	BOA-CÔTE D'IVOIRE.
Nature of securities:	Dematerialised bonds traded on the BRVM regional securities market.
Arranger and Lead Bookrunner:	SGI ACTIBOURSE
Offering procedure:	Appeal to Public Savings.
Sales agents:	BANK OF AFRICA Group and all asset management and intermediation firms certified by the Regional Council.
Issue amount:	CFAF 4,000,000,000.
Number of bonds:	400,000.
Bond duration:	5 years.
Repayment terms:	linear repayment over five (5) years.
Frequency of interest payout:	annually.
Form of securities:	dematerialised.
Issue price, nominal value:	CFAF 10,000
Vesting date:	bonds shall fully vest on the third business day following the date that subscriptions are closed.
Underwriter:	first-demand guarantee will request from BOA WEST AFRICA.
Buyout clause:	BOA-CÔTE D'IVOIRE reserves the right to buy back all or part of its bonds on the market at any time.
Pari Passu clause:	BOA-CÔTE D'IVOIRE undertakes, until the full repayment of bonds in principal and interest, not to grant any particular guarantee to other bonds issued or to be issued without first granting such a guarantee at the same rank to bonds in this issue.

Collective action clause: holders of bonds under this issue may join together in one group enjoying a legal personality, in accordance with legal and regulatory provisions.

Rate of interest: in line with operations of similar nature on the regional financial market at the date of issue of the loan.

EIGHTH RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting voted that bonds issued will carry a first-demand guarantee from BOA WEST AFRICA, the regional holding company of the BANK OF AFRICA Group.

NINTH RESOLUTION

Accordingly, the Annual General Meeting delegates all powers to the Chairman of the Board of Directors:

- to set the practical procedures for the bond issue;*
- to set the remuneration rate at the time of issue, based on market conditions;*
- and, generally, to take any action necessary to carry out the operation.*

TENTH RESOLUTION

The Annual General Meeting conferred on all holders of an original, an extract or a copy of the minutes of the present Meeting, all powers to execute the formalities of legal publication.

Annexes

1 / PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1. NOTE SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat de la BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE (BOA-CÔTE D'IVOIRE) ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Bancaire (PCB) applicables aux banques et établissements financiers des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) qui est entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1996, ainsi qu'aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire en Côte d'Ivoire.

1.2. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR RUBRIQUE

1.2.1. Comptabilisation des produits et charges bancaires

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru au prorata temporis. Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de l'opération.

1.2.2. Créances sur la clientèle

Conformément aux dispositions du plan comptable bancaire, les crédits à la clientèle sont ventilés suivant leur durée initiale définie comme suit :

CRÉDITS À COURT TERME	INFÉRIEUR À DEUX ANS
CRÉDITS À MOYEN TERME	ENTRE DEUX ET DIX ANS
CRÉDITS À LONG TERME	SUPÉRIEUR À DIX ANS

1.2.3. Provisions pour dépréciation des créances en souffrances

- Classification des créances en souffrance

Les crédits en souffrance comprennent les créances impayées ou immobilisées, les créances douteuses et litigieuses :

- Les créances impayées représentent les échéances impayées depuis 6 mois au plus et n'ayant pas fait l'objet de prorogation de terme ou de renouvellement.
- Les créances immobilisées représentent les échéances impayées depuis 6 mois au plus et dont le remboursement, sans être compromis, ne peut être effectué par le débiteur en raison d'obstacles indépendants de sa volonté.
- Les créances douteuses et litigieuses sont des créances présentant un risque probable ou certain de non recouvrement.

- Composition des créances douteuses et litigieuses

La BOA-CÔTE D'IVOIRE a changé de dénomination sociale en 1996 à la suite de la cession au profit du groupe AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH) de 86 % du capital de l'UBCI-BANAFRIQUE représentant la participation de la BANORABE. Les engagements en souffrance figurant à l'actif du bilan de la BOA-CÔTE D'IVOIRE résultent de la nouvelle gestion de la BOA-CÔTE D'IVOIRE. En effet, les créances douteuses et litigieuses issues de l'ancienne gestion BANAFRIQUE ont toutes été passées en perte au cours de l'exercice 2009.

- Règles de provisionnement des créances douteuses et litigieuses

Les créances en souffrance font l'objet d'une provision déterminée au cas par cas. L'instruction n° 94-05 du 16 août 1994 du plan comptable bancaire définit les règles minimales de provisionnement des risques en souffrance. Ces règles ont été modifiées à compter du 1^{er} janvier 2000 par l'instruction n° 2000/01/RB du 1^{er} janvier 2000.

1.2.4. Opérations en devises

Les positions de change sont évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Tous les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères et figurant au bilan sont donc évalués aux cours de change officiels en vigueur à la clôture de l'exercice. Les gains ou pertes de changes latents ou définitifs, sont constatés à la fin de chaque période au compte de résultat en contrepartie des comptes de contre-valeur de position de change.

1.2.5. Comptabilisation des opérations d'encaissement

Les opérations d'encaissement pour lesquelles la Banque reçoit des valeurs (effets commerciaux, chèques, avis de prélèvement, titres et coupons) pour présentation au paiement, soit pour son compte, soit pour le compte de tiers, sont enregistrées conformément aux dispositions contenues dans l'instruction n° 94-14 du 16 août 1994 du plan comptable bancaire.

Les opérations d'encaissement concernent les effets commerciaux escomptés, les valeurs reçues à l'encaissement avec crédit immédiat et les valeurs reçues à l'encaissement et non disponibles. Conformément aux dispositions contenues dans l'instruction n° 94-14 du 16 août 1994, les valeurs reçues à l'encaissement et non disponibles sont enregistrées dans des comptes de hors bilan.

1.2.6. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les frais de développement informatique qui sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'un amortissement sur une durée de 3 ans.

1.2.7. Immobilisation corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition selon le principe du coût historique. Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire, sur la base des taux suivants :

MATÉRIEL ET OUTILLAGE D'EXPLOITATION	10 %
MOBILIER D'EXPLOITATION	10 %
MATÉRIEL DE TRANSPORT	33,33 %
MATÉRIEL INFORMATIQUE	25 %
AGENCEMENT, INSTALLATIONS	10 %
MATÉRIEL ET MOBILIER DE LOGEMENT	10 %
CONSTRUCTION	5 %

1.2.8. Provisions réglementées

Le montant de cette rubrique correspond à la provision spéciale pour risque afférent aux opérations de crédit à moyen et long terme dont la constitution est autorisée par l'article 6-III-C-F du Code Général des Impôts. La Banque BOA-CÔTE D'IVOIRE a utilisé la faculté de comptabiliser cette provision depuis l'exercice clos le 31/12/1998.

Le montant de la dotation annuelle aux provisions fiscalement déductible est limité à 5 % du bénéfice comptable et le montant global de la provision ne peut excéder 5 % du montant total de l'encours des crédits à long et moyen terme.

1.2.9. Titres de participation

Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'une dépréciation par rapport à leur valeur intrinsèque correspondant à la quote-part de l'actif net détenue.

2 / OBSERVATIONS SUR LE BILAN

2.1. OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Échéance	Au 31/12/2010*		Au 31/12/2011*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	31 987	22 749	43 399	16 241
DE 1 MOIS À 3 MOIS	244	3 555	265	1 577
DE 3 MOIS À 6 MOIS	249	248	272	269
DE 6 MOIS À 2 ANS	1 330	5 539	278	5 680
DE 2 ANS À 5 ANS		7 814		5 527
PLUS DE 5 ANS		4 066		2 540
TOTAL	33 810	43 971	44 214	31 834

2.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

2.2.1 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Échéance	Au 31/12/2010*		Au 31/12/2011*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	50 408	102 778	58 401	115 457
DE 1 MOIS À 3 MOIS	7 606	7 867	7 870	15 712
DE 3 MOIS À 6 MOIS	6 485	6 322	4 992	9 461
DE 6 MOIS À 2 ANS	21 273	13 452	13 161	10 143
DE 2 ANS À 5 ANS	23 857	11 574	20 627	9 345
PLUS DE 5 ANS	8 385	415	5 330	100
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	6 287		5 293	
TOTAL	124 301	142 408	115 674	160 218

2.2.2 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2010*		Au 31/12/2011*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
PARTICULIERS	11 039	12 457	9 575	39 336
ENTREPRISES PRIVÉES	97 239	125 171	84 562	115 319
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS				
ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS	16 023	4 780	21 537	5 563
TOTAL	124 301	142 408	115 674	160 218

2.2.3 Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
CRÉANCES DOUTEUSES	14 424	15 977
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	-9 315	-11 397
CRÉANCES DOUTEUSES NETTES	5 109	4 580
CRÉANCES IMPAYÉES OU IMMOBILISÉES	1 178	713
CRÉANCES EN SOUFFRANCE NETTES	6 287	5 293

2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participation	Montant participation*		Capital*	Part BOA %
	BRUT	NET		
DANS LES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS				
• ACTIBOURSE S.A.	46	46	350	13,14
• BOA-FRANCE	656	656	4 592	14,29
• BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL	18	18	7 000	0,26
• BANK OF AFRICA – KENYA	2 478	2 478	20 199	11,00
• BANK OF AFRICA – BÉNIN	537	537	10 072	5,33
• DC/BR	28	28		
• AGORA	29	29	5 000	0,58
SOUS TOTAL	3 792	3 792		
DANS LES AUTRES SOCIÉTÉS				
• AFRICINVEST	144	144		
• SHBR	18	18		
• DIVERSES ACTIONS	1	1		
• C.T.M.I	1	1		
• VISA	5	5		
• CRRH	100	100		
• AISSA SARL	7	7	42	16,67
• SCI OLYMPE	90	90	200	45,00
• BOA GROUP	7	7	39 700	0,01
TOTAL PARTICIPATIONS	4 165	4 165		
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
FONDS COMMUN DE PLACEMENT	200	200		
ÉTAT SÉNÉGAL	175	175		
SOUS TOTAL	375	375		
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	4 540	4 540		

* En millions de F CFA.

2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Nature	Au 31/12/2010*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2011*
IMMOBILISATIONS BRUTES	635	99		734
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	408	84		492
TOTAL NET	227	15		242

2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Nature	Au 31/12/2010*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2011*
IMMOBILISATIONS BRUTES	10 007	956	492	10 471
• IMMOBILISATIONS EN COURS	179	304	450	33
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	9 828	652	42	10 438
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION				
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE				
AMORTISSEMENTS	3 588	745		4 333
• IMMOBILISATIONS EN COURS				
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	3 588	745		4 333
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION				
TOTAL NET	6 419	211	492	6 138

2.6. AUTRES ACTIFS/PASSIFS

2.6.1 Autres actifs

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
DÉBITEURS DIVERS	226	208
VALEURS NON IMPUTÉES	31	60
VALEURS À L'ENCAISSEMENT	5 162	10 483
VALEURS À REJETER EN COMPENSATION	1 162	
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	572	562
STOCKS ET EMPLOIS DIVERS		
CRÉANCES RATTACHÉES	1 940	2 007
TOTAL	9 093	13 320

2.6.2 Autres passifs

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
DETTES FISCALES		359
DETTES SOCIALES		18
CRÉDITEURS DIVERS	808	116
DETTES RATTACHÉES	1 799	2 288
DIVERS	2 978	85
TOTAL	5 585	2 866

2.7. COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

2.7.1 Actif

Comptes d'ordre et divers actif	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE	145	419
PRODUITS À RECEVOIR	104	75
DIVERS	257	190
TOTAL	506	684

2.7.2 Passif

Comptes d'ordre et divers passif	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
CHARGES À PAYER	438	415
PRODUITS PERÇUS D'AVANCE	471	304
DIVERS	52	440
TOTAL	961	1 159

2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
CHARGES DE RETRAITE		
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE		0
PERTES ET CHARGES		0
TOTAL		0

* En millions de F CFA.

2.9. CAPITAUX PROPRES

2.9.1 Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2010*	Affectation du résultat 2010*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2011*
F.R.B.G.	443		31	474
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	1 675			1 675
RÉSERVES LÉGALES	1 663	264		1 927
RÉSERVES RÈGLEMENTÉES	3			3
AUTRES RÉSERVES	3 064	1 200	-1 201	3 063
CAPITAL SOCIAL	6 000		1 200	7 200
FONDS AFFECTÉS (PRÊTS SUBORDONNÉS)	885		689	1 574
FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES				
REPORT À NOUVEAU	297	296		593
RÉSULTAT 2010	1 760	-1 760		
RÉSULTAT 2011			-487	-487
TOTAL	15 790			16 022

2.9.2 Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation) :

Années	Montant
ANTÉRIEURES À 2008	548
2008	0
2009	-75
2010	-30
2011	31
SOIT AU 31/12/2011	474

2.9.3 Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE s'élève à 7 200 millions de F CFA. Il est composé de 720 000 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA.

La structure de l'actionariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
BOA WEST AFRICA	55,51 %
BOA GROUP SA	7,19 %
ATTICA SA	3,11 %
SIDAM	2,58 %
AGORA HOLDING	2,47 %
BANK OF AFRICA – BÉNIN	2,35 %
BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE LIQUIDITÉ ACTIONS	2,01 %
DIVERS ACTIONNAIRES	24,78 %
TOTAL	100,00 %

3 / ENGAGEMENTS HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
ENGAGEMENTS DONNÉS	31 190	28 418
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	2 899	2 166
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	2 899	2 166
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	28 291	26 252
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	375	8 216
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	27 916	18 036
ENGAGEMENTS REÇUS	114 997	142 152
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	114 997	142 152
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	35 316	41 771
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE	79 681	100 381
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

* En millions de F CFA.

4 / OBSERVATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	929	1 120
• À VUE	3	24
• À TERME	926	1 096
SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	10 809	10 132
• CRÉANCES COMMERCIALES	800	437
• AUTRES CRÉDITS À COURT TERME	2 124	2 492
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	3 632	3 529
• CRÉDITS À MOYEN TERME	2 902	2 401
• CRÉDITS À LONG TERME	1 351	1 273
TOTAL	11 738	11 252

4.2. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
SUR DETTES INTERBANCAIRES	2 878	2 458
• À VUE	314	8
• À TERME	2 564	2 450
SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	3 748	3 742
• À VUE	594	579
• À TERME	3 154	3 163
TOTAL	6 626	6 200

4.3. COMMISSIONS

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS)	2 398	2 021
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	7	54
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	2 391	1 967
COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES)	-131	-106
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	-51	-53
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	-80	-53

4.4. FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

4.4.1 Frais de personnel

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 010	2 095
CHARGES SOCIALES	440	445
TOTAL	2 450	2 540

4.4.2 Autres frais généraux

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	589	389
REDEVANCE DE CRÉDIT-BAIL	0	0
LOYERS	223	268
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	210	241
PRIMES D'ASSURANCE	102	126
INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES	1 409	1 162
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	298	249
DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS	128	150
FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	526	525
ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	486	414
JETONS DE PRÉSENCE	68	55
MOINS-VALUES DE CESSIONS		6
AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	351	297
TOTAL	4 390	3 882

4.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	731	829
• DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	731	829
• DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION		
REPRISES		
TOTAL	731	829

* En millions de F CFA.

4.6. SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2010*	Au 31/12/2011*
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	3 336	3 457
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	49	118
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	4 966	991
REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-6 957	-1 375
REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	-1	-4
REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-160	-103
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	-1	-11
TOTAL	1 232	3 073

5 / AUTRES INFORMATIONS

5.1. EFFECTIFS MOYENS

Catégories	2010	2011
CADRES EXPATRIÉS	4	4
CADRES LOCAUX	57	59
GRADÉS	83	122
EMPLOYÉS	57	26
PERSONNEL NON BANCAIRE	5	6
PERSONNEL TEMPORAIRE		
TOTAL	206	217

5.2. CONTREVALEUR DES COMPTES EN DEVISES

Nature	2010*	2011*
ACTIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	7 563	3 723
• BILLETS ET MONNAIES	351	700
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	7 212	3 023
VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS	29	19
PASSIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	10	52
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	10	52
• REFINANCEMENTS		
• AUTRES SOMMES DUES		
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE		
• COMPTES ORDINAIRES		
VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS		19

5.3. AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2011

Nature	En millions de F CFA
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2011	-487
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2010	593
TOTAL À RÉPARTIR	106
RÉSERVE LÉGALE (15 % DU RÉSULTAT)	0
DIVIDENDE	0
RÉSERVES FACULTATIVES	0
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	106
TOTAL RÉPARTI	106

6 / RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature	2007	2008	2009	2010	2011
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• CAPITAL SOCIAL*	3 800	4 500	4 800	6 000	7 200
• NOMBRE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES	380 000	450 000	480 000	600 000	720 000
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE*					
• CHIFFRE D'AFFAIRES	14 092	17 424	18 075	17 407	16 520
• BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	4 544	4 273	4 792	3 738	3 442
• IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	188	74	15	15	27
• BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	2 135	2 400	1 828	1 760	-487
RÉSULTAT PAR ACTION**					
• APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	11 463	9 331	9 952	6 205	4 780
• APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	5 618	5 333	3 808	2 933	-676
PERSONNEL					
• EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE	134	151	152	206	217
• MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE*	1 246	1 454	1 715	2 010	2 095
• SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX*	297	326	364	440	445

BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE : www.boacoteivoire.com



GRUPE BANK OF AFRICA

SIÈGE / HEAD OFFICE

BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE

Abidjan Plateau, Angle Avenue Terrasson de Fougères et Rue Gourgas – 01 BP 4132 – Abidjan 01 – CÔTE D'IVOIRE

Tél. : (225) 20 30 34 00 – Fax : (225) 20 30 34 01

Swift : AFRICIAB – Email <information@boacoteivoire.com>

AGENCES ABIDJAN / ABIDJAN BRANCHES

AGENCE CENTRALE

Plateau, Angle Avenue Terrasson de Fougères et Rue Gourgas – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 20 30 34 00 – Fax : (225) 20 30 34 01

AGENCE ÉLITE

Plateau, Angle Avenue Terrasson de Fougères et Rue Gourgas – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 20 30 34 00 / 12
Fax : (225) 20 30 34 01

ADJAMÉ

Adjamé Sud, Rue du Commissariat
01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 20 30 12 30 à 32
Fax : (225) 20 30 12 33

BIETRY

Boulevard de Marseille – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 21 35 18 39 à 42
Fax : (225) 21 35 18 43

COMMERCE

Avenue du Général de Gaulle, Immeuble Nabil
01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 20 33 13 90 – Fax : (225) 20 33 23 98

MARCORY

Rue de la Paix – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 21 21 79 90 à 98
Fax : (225) 21 21 79 99

II PLATEAUX

Rue des Jardins – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 22 52 75 35 à 38
Fax : (225) 22 52 75 39

RIVIERA 3

Route du Lycée Français – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 22 40 01 80 à 87
Fax : (225) 22 40 01 88

TREICHVILLE

Rond point, Rue 12 – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 21 75 55 00 / 01
Fax : (225) 21 75 55 02

VRIDI

Rue des Pétroliers – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 21 21 80 20 à 23
Fax : (225) 21 21 80 24

YOPOUGON

Boulevard Principal – Côté Pharmacie Keneya
01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 23 53 53 30 à 32
Fax : (225) 23 53 53 33

ZONE 4

Rue Pierre et Marie Curie – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 21 75 19 11 à 19
Fax : (225) 21 75 19 10

AGENCES RÉGIONALES / REGIONAL BRANCHES

BOUAKÉ

Quartier Commerce, en face de la RAN
01 BP 4132 – Abidjan
Tél. : (225) 31 65 92 20 – Fax : (225) 31 65 92 24

DALOA

Quartier Commerce – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 32 78 82 35 – Fax : (225) 32 78 82 39

GAGNOA

Quartier Commerce – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 32 77 86 65 à 67
Fax : (225) 32 77 86 69

KORHOGO

Quartier Commerce – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 36 85 01 10 – Fax : (225) 36 85 01 13

SAN PEDRO

Boulevard de la République – 01 BP 11 – San Pedro
Tél. : (225) 34 71 73 50 à 55
Fax : (225) 34 71 73 51

SINFRA

Quartier Commerce – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 30 68 14 40 – Fax : (225) 30 68 14 43

SOUBRÉ

Quartier Commerce – 01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 34 72 20 02 / 28
Fax : (225) 34 72 20 32

YAMOOUSSOUKRO

Quartier Commerce, Côté Marché
01 BP 4132 – Abidjan 01
Tél. : (225) 30 64 63 10 – Fax : (225) 30 64 63 13

BUREAU DE PROXIMITÉ / LOCAL BRANCH

SAN PEDRO-BARDOT

Quartier Bardot – 01 BP 11 – San Pedro
Tél. : (225) 34 71 97 70 à 78
Fax : (225) 34 71 97 79